



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 21 OCTOBRE 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3441

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 5e jour d'octobre 1899, de nommer le révérend Isaac Newton Kerr, B. A., de Shigawake, dans le comté de Bonaventure, inspecteur des écoles protestantes du district de Gaspé, en remplacement du révérend M. William Gore Lyster, qui a résigné. 3643

Proclamation

Canada
Province of
Quebec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 21st OCTOBER, 1899

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 3442

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased by order in council, dated the 5th October, 1899, to appoint reverend Isaac Newton Kerr, B. A., of Shigawake, in the county of Bonaventure, inspector of protestant schools in the district of Gaspé, to replace reverend Mr. William Gore Lyster, who has resigned. 3644

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec }

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called

de la Législature de Notre dite Province, qu'il devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-HUITIEME jour du mois de SEPTEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le SEPTIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2815

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUEBEC.

—
Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 6802.

Loranger.

Lot 59, du 4e rang, à Cyrille Cadieux.

E. E. TACHE,
Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries,
Québec, 12 octobre 1899.

PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Département des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre

to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY-EIGHTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the SEVENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS AMABLE JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Québec, this EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

2816

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Lands Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Québec, viz :
Adj. 6802.

Loranger.

Lot 59, in the 4th range, to Cyrille Cadieux.

E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries,
Quebec, 12th October, 1899.

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of

dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1237 des Statuts Refondus de Québec, savoir :
Adj. 6538.

Aston.
Lot 12, du 14^e rang, à J. B. Ayotte.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.
Québec, 13 octobre 1899. 2645

No. 2580.97.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Revocation d'un ordre en conseil

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, en date du 26 janvier dernier (1899), de révoquer l'arrêté en conseil No. 18, du 20 janvier 1898, concernant l'annexion du quartier Saint-Denis à la cité de Montréal, pour les fins scolaires. 2641

No. 850.99.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Avis de demande d'érection d'une municipalité scolaire.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire d'Orford, comté de Sherbrooke, la paroisse de "Saint-Elie d'Orford", avec les mêmes limites qui lui sont assignées comme paroisse susdite, moins les lots suivants, savoir : Le lot No 1 dans les Ve, VI^e, VII^e et VIII^e rangs du canton d'Orford.

Cette érection, dans le cas où elle serait faite par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne prendrait effet que le 1^{er} juillet prochain, 1900.

Les avis publiés dans la *Gazette Officielle* des 27 mai et 3 juin dernier 1899, devront alors être considérés comme nuls. 3639

No. 2365.99.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

AVIS

demande de changement de limites de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, les lots suivants du cadastre, savoir : Nos 252, 258, 259, 260 et 261, et de les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de la "Rivière-Ouelle", dans le même comté.

Ce changement de limites, s'il est autorisé, ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet 1900. 3515-2

No. 2404.99.
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

AVIS

de demande de changement de limites de municipalités scolaires.

Demande est faite, 1^o de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Alphonse, comté de Joliette, les lots suivants, savoir : 12c, 13a, 13b, 13c, 14a et 14b. (1^{er} rang, Augmentation de Kildare).

2^o De détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ambroise de Kildare, dans le même comté, les lots suivants, savoir : 559, 560, 561, 562, 563 et 564 (XI^{le} rang du canton de Kildare), et d'annexer les lots susdits à la municipalité scolaire de Sainte-Beatrix, dans le même comté, pour les fins scolaires.

Ce changement de limites, s'il est autorisé, ne devant prendre effet que le 1^{er} juillet 1900. 3535-2

land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :
Adj. 6538.

Aston.
Lot 12, in the 14th range, to J. B. Ayotte.
E. E. TACHE,
Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forest and Fisheries.
Quebec, 13th October, 1899. 2645

No. 2580 97.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Revocation of an order in council

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased, to revoke, on the 26th of January last (1899), the order in council of the 20th of January, 1898, concerning the annexation of Saint Denis ward to the city of Montreal, for school purposes. 2642

No. 850.99.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Notice of application for erection of school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Orford, county of Sherbrooke, the parish of "Saint-Elie d'Orford", with the limits which are assigned to as such parish, less the following limits, to wit : Lot No. 1, in the ranges V, VI, VII and VIII of the township of Orford.

This erection, in the event of its being approved by the lieutenant governor in council, would take effect only on the 1st of July next (1900).

The notices published in the *Official Gazette* of the 27th of May and the 3rd of June last, 1899, are to be considered as null. 3640

No. 2365.99.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION,

NOTICE

of application to change limits of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Pacôme, county of Kamouraska, the following cadastral lots, to wit : Nos. 252, 258, 259, 260 and 261, and annex them for school purposes to the municipality of "Rivière-Ouelle", in the same county.

This change of limits, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July, 1900. 3516

No. 2404.99.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

NOTICE

of application to change boundaries of school municipalities.

Application is made : 1^o To detach from the school municipality of Saint-Alphonse, county of Joliette, the following lots, namely : 12c, 13a, 13b, 13c, 14a and 14b (1st range, (Gore of Kildare)).

2^o To detach from the school municipality of Saint-Ambroise de Kildare, in the same county, the following lots, namely : 559, 560, 561, 562, 563 and 564 (XIth range of the township of Kildare), and to annex the said lots to the school municipality of Sainte-Beatrix, in the same county, for school purposes.

This change of limits, if it is authorized, is to take effect only on the 1st of July, 1900. 3538

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam, slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar right or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the

officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 300 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3437

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le déparçement d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,— doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et succinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si l'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

3438

C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicant, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches—l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires—et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désire éliminer et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire

3. Such Notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways turnpike roads, telegraph or telephone lines and positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended to

à modifier soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets.

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

3439

L. G. DESJARDINS
Greffier de l'Assemblée Législative.

repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

3430

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

AVIS.

Jean-Baptiste Théophile Lafrenière, clerc de notaire, domicilié en la cité de Sorel, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill autorisant la chambre des notaires de la province de Québec, à l'admettre à la profession de notaire après examen.

Sorel, 11 octobre 1899.

3633

Avis est par les présentes donné que, à la prochaine session de la législature de Québec, Emile-Charles Gatien, de Sherbrooke présentera un bill pour être admis à la pratique de la profession d'avocat après examen.

JULES RICHARD,

Procureur du requérant.

Sherbrooke, 16 octobre 1899.

3655

AVIS PUBLIC.

Avis est par le présent donné que Peter Bercovitch, de la cité de Montréal, étudiant en droit, s'adressera à la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres, après examen.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,

Procureurs du requérant.

Montréal, 12 octobre 1899.

3635

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte incorporant The Montreal Mining Exchange, lui donnant le pouvoir et autorité d'acquiescer et posséder des meubles et immeubles, de faire, adopter et amender des règlements concernant l'administration de la dite corporation et autres pouvoirs nécessaires à ses fins.

LAFLEUR & MACDOUGALL,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 16 octobre 1899.

3663

AVIS.

Avis est par le présent donné que Oswald Sylvio Métivier, ci devant de Holyoke, Mass., dans les Etats-Unis d'Amérique, dentiste, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill pour l'autoriser à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

CHS. LANGELIER,

Procureur du requérant.

Québec, 6 octobre 1899.

3519-2

Applications to the Legislature

NOTICE.

Jean-Baptiste Théophile Lafrenière, notarial student, domiciled in the city of Sorel, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passage of a bill authorizing the board of notaries of the province of Quebec, to admit him to the profession of notary after examination.

Sorel, 11th October, 1899.

3634

Notice is hereby given that, at the next session of the legislature of Quebec, Emile Charles Gatien, of Sherbrooke, will present a bill to be admitted to practice the profession of advocate after examination.

JULES RICHARD,

Attorney for petitioner.

Sherbrooke, 16th October, 1899.

3656

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Peter Bercovitch, of the city of Montreal, law student, will apply to the legislature of the province of Quebec, for an act to authorize the bar of the province of Quebec, to admit him amongst its members, after examination.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 12th October, 1899.

3636

Notice is hereby given that application will be made to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating The Montreal Mining Exchange, and giving it power and authority to acquire and hold moveable and immoveable property, to make, adopt and amend by-laws concerning the administration of the said corporation and other powers necessary for its purposes.

LAFLEUR & MACDOUGALL,

Solicitors for applicants.

Montreal, 16th October, 1899.

3664

NOTICE.

Notice is hereby given that Oswald Sylvio Métivier, formerly of Holyoke, Mass., in the United States of America, dentist, will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a bill to authorize him to exercise the profession of surgeon-dentist in the province of Quebec.

CHS. LANGELIER,

Attorney for petitioner.

Quebec, 6th October, 1899.

3520

AVIS

Est par le présent donné que Gustave Théosphore Turcott, ci-devant de Philadelphie, dans les Etats-Unis d'Amérique, dentiste, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill pour l'autoriser à exercer la profession de chirurgien-dentiste dans la province de Québec.

CHS. LANGELIER,
Procureur du requérant.
3517-2

Québec, 6 octobre 1899.

Avis est par le présent donné que la Compagnie Electrique de Hull s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte confirmant et ratifiant une convention, en date du 9^e jour de janvier 1899, par laquelle la Compagnie du chemin de fer du Pacifique Canadien s'engage à vendre et à céder à la Compagnie Electrique de Hull, l'embranchement du chemin de fer entre Aylmer, dans le district d'Ottawa et province de Québec, et la voie principale du Chemin de fer du Pacifique Canadien, dans la cité de Hull, pour \$100,000, et pour autres fins.

AYLEN & DUCLOS,
Solliciteurs des requérants.
3557-2

Aylmer, 11 octobre 1899.

Avis est par les présentes donné que la ville de Sainte-Anne de Bellevue s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de faire refondre sa charte.

FORTIN & LAURENDEAU,
Procureurs de la dite ville.
3453 3

Montréal, 4 octobre 1899.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie qui sera connue sous le nom de "The Equitable Fire Insurance Company of Montreal", avec pouvoir de faire des affaires d'assurance contre le feu [dans la province de Québec, de tenir assurés contre les accidents du feu et de la foudre les bâtisses situées sur tout bien-fonds dans les limites de la province de Québec, ainsi que les meubles de ménage, et tous effets mobiliers en général, contenus dans telles bâtisses; avec en outre le pouvoir pour la dite compagnie d'acquérir des biens meubles et immeubles dans la province de Québec, pour l'utilité de ses affaires, et de placer ses fonds en immeubles dans la dite province ou sur hypothèque sur tels immeubles, ou en débetures de la puissance ou de la province, ou municipales, ou en débetures de compagnies incorporées faisant affaires dans la province de Québec.

DORAIS & DORAIS,
Procureurs des requérants.
3461-3

Montréal, 4 octobre 1899.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie qui sera connue sous le nom de "The Mount Royal Pension Insurance Company", avec pouvoir et autorité dans les limites de la province de Québec, de faire des affaires d'assurance en vue de pension viagère, et en particulier de former et maintenir un fonds de pension dans le but d'assurer un revenu viager à ceux qui auront contribué à ce fonds pendant un certain nombre d'années; avec en outre le pouvoir pour la dite compagnie, de placer ses fonds en immeubles dans la province de Québec, ou en obligations, effets publics ou autres de la Puissance du Canada, de la province de Québec, ou de corporations municipales dans cette province, ou en obligations de compagnies ou corporations autorisées

NOTICE

Is hereby given that Gustave Théosphore Turcott, formerly of Philadelphia, in the United States of America, dentist, will apply to the legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a bill to authorize him to exercise the profession of surgeon dentist in the province of Quebec.

CHS. LANGELIER,
Attorney for petitioner.
3518

Quebec, 6th October, 1899.

Notice is hereby given that the Hull Electric Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act confirming and giving effect to an agreement, dated the 9th day of January, 1899, whereby the Canadian Pacific Railway Company covenants to sell and convey to the said Hull Electric Company, the branch railway between Aylmer, in the district of Ottawa and province of Quebec, and the main line of the Canadian Pacific Railway Company, in the city of Hull, for \$100,000, and for other purposes.

AYLEN & DUCLOS,
Solicitors for applicants.
3558

Aylmer, 11th October, 1899.

Notice is hereby given that an application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, by the town of Sainte-Anne de Bellevue, to revise entirely its charter.

FORTIN & LAURENDEAU,
Solicitors for the said town.
3454

Montreal, 4th October, 1899.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Quebec legislature, at its next session, for the incorporation of a company which will be known by the name of "The Equitable Fire Insurance Company of Montreal", with power to do a fire insurance business in the province of Quebec, to keep insured against accidents by fire or lightning buildings erected on any lots within the limits of the province of Quebec, as well as articles of furniture, and all other movables generally, contained in such buildings: with also the power to the said company to acquire real and personal estate in the province of Quebec, for the use of its business and to invest its money in real estate in this province, or in mortgages on such property, or in Dominion or provincial, or municipal bonds, or in the debentures of incorporated companies carrying on business in the province of Quebec.

DORAIS & DORAIS,
Attorneys for petitioners.
3462

Montreal, 4th October, 1899.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that application will be made to the Quebec legislature, at its next session, for the incorporation of a company which will be known by the name of "The Mount Royal Pension Insurance Company", with power and authority within the limits of the province of Quebec, to carry on an insurance business in view of life rents, and particularly to establish and maintain a pension fund for the purpose of securing a life income to the parties who shall have contributed to this fund during a certain number of years; with also the power to the said company to invest its money in real estate in the province of Quebec, or in obligations, public effects or others of the Dominion of Canada, of the province of Quebec, or of municipal corporations in this province, or in the obligations of any companies or incorporations incorporated in the said province.

constituées en corporation dans la dite province, ou de prêter ses fonds sur la garantie de tels effets, baux ou obligations, ou en hypothèques sur biens-fonds dans la province de Québec.

DORAIS & DORAIS,
Procureurs des requérants.

Montréal, 5 octobre 1899. 3481-3

AVIS.

Victor-Emile Rioux, de la cité de Sherbrooke, Qué., étudiant en droit, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

CHS. LANGELIER,
Proc. du requérant.

Sherbrooke, 23 septembre 1899. 3347-4

AVIS.

Thomas François Blais, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, dans la province de Québec, étudiant en droit, demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill autorisant le barreau de la province de Québec de l'admettre au nombre de ses membres après examen.

HECTOR GAUDET,
Procureur du requérant.

Sherbrooke, 28 septembre 1899. 3349-4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite par la "National Trust Company (Limited)" à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un acte aux fins de confirmer les lettres patentes émanées sous les dispositions de l'Ontario Companies' Act, incorporant la dite compagnie, afin de lui permettre d'exercer ses pouvoirs dans la province de Québec, d'y faire les affaires d'une compagnie de fiducie, et d'accepter la position de fiduciaire, d'exécuteur et de curateur, et pour d'autres fins.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 27 septembre 1899. 3383-4

AVIS

Est par les présentes donné que Jean Drolet, Isidore Caouette, Paul Pouliot, Joseph Paquet, Thomas Delaney, John Martin, F. X. Bruneau, Joseph Bélanger, Napoléon Dusseault, Solyme Turcotte, Thomas Déchéne et autres bouchers et commerçants de lard, tous de la cité de Québec, formant partie de l'association existant actuellement sous le nom de l'"Association des Bouchers et commerçants de lard de Québec," s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une charte incorporant la dite association sous le nom susdit, et lui donnant les pouvoirs d'ester en justice, de contracter, d'acquérir et posséder des biens meubles et immeubles, d'adopter et d'amender des règlements concernant l'administration des affaires de la dite association, et autres pouvoirs nécessaires à ses fins.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Procureurs des requérants.

Québec, 26 septembre 1899. 3357-4

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi

or to lend its funds on the security of such effects, bonds or obligations, or on mortgages on real estate in the province of Québec.

DORAIS & DORAIS,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 5th October, 1899. 3482

NOTICE.

Victor-Emile Rioux, of the city of Sherbrooke, student at law, will apply to the legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Québec to admit him among its members after examination.

CHS. LANGELIER,
Attorney for petitioner.

Quebec, 23rd September, 1899. 3348

NOTICE.

Thomas François Blais, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, student at law, will apply to the legislature of Québec, at its next session, for the passing of an act to authorize the bar of the province of Québec to admit him among its members after examination.

HECTOR GAUDET,
Attorney for petitioner.

Sherbrooke, 28th September, 1899. 3250

Notice is hereby given that application will be made by the "National Trust Company, Limited)" to the legislature of the province of Québec, at its next session, for an act to confirm the letters patent issued under the Ontario Companies' Act, incorporating the said company to allow it to exercise its powers in the province of Québec, to transact therein the business of a trust company, and to accept the position of trustee, executor and curator, and for other purposes.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,

Solicitors for applicant.

Montreal, 27th September, 1899. 3384

NOTICE

Is hereby given that Jean Drolet, Isidore Caouette, Paul Pouliot, Joseph Paquet, Thomas Delaney, John Martin, F. X. Bruneau, Joseph Bélanger, Napoléon Dusseault, Solyme Turcotte, Thomas Déchéne and other butchers and pork dealers, all of the city of Québec, forming part of the existing association known as the "Québec Butchers and Pork dealers Association" will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain a charter incorporating the said association, under the aforesaid name, and giving it power to give, to acquire and hold movable and immovable property, to adopt and amend by-laws concerning the administration of the affairs of the said association, and other powers necessary for its purposes.

FITZPATRICK, TASCHEREAU & ROY,
Attorneys for petitioners.

Quebec, 26th September, 1899. 3358

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that within one month after the last publication of this notice, application will be made to His Honor the lieutenant-governor for a charter of incorporation by letters-patent, under the joint stock companies Act, constituting

corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la compagnie sera : "La Compagnie manufacturière de meubles et de literies de Sainte-Thérèse, (limitée) ;"

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de meubles et de literies, fourniture, matelats, sommiers, oreillers, tant en métal qu'en bois, d'ouvertures et de tout autre ouvrage en bois qui ne se manufacturent pas présentement à Sainte-Thérèse.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Sainte-Thérèse, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de soixante et quinze mille dollars, divisé en sept cent cinquante actions de cent dollars chacune.

5° Les noms en toutes lettres, les domiciles et les occupations de chacun des requérants, lesquels sont tous au Canada, sont comme suit :

MM. Charles Langlois, marchand ; Charles Léonard Langlois, comptable ; Achille Langlois, épiciier ; Joseph Alphonse Courville, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, et Jean-Baptiste Waddel, commerçant, de Sainte-Thérèse, comté et district de Terrebonne, tous sujets de Sa Majesté, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

J. E. DESJARDINS,

Solliciteur des requérants.

Sainte-Thérèse, 16 octobre 1899.

3665

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "Charles E. Frost & Co."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) De manufacturer, acheter et vendre des drogues, produits chimiques, médecines et préparations et spécialités médicinales et de produits chimiques, et autres médecines de toutes sortes et descriptions et en faire le commerce ;

(b) D'agir comme agents pour les personnes, compagnies et sociétés faisant les affaires et le commerce des dits objets ;

(c) D'acquérir et posséder toutes patentes d'invention, marques de commerce, dessins et formules concernant les dites drogues, produits chimiques et médecines ;

(d) De louer et vendre à autres le droit de manufacturer et vendre toutes drogues, produits chimiques, médecines, formules et marques de commerce d'icelles.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de vingt mille piastres (\$20,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de quatre cents (400) de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit : William Allan Stanley Ayerst, chimiste ; Frank Wyeth Horner chimiste ; Gerald A. Dillon, marchand ; tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec ; Samuel H. Thompson, commis ; Charles Edward Frost, chimiste, tous deux de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario. Les dits William Allan Stanley Ayerst, Frank Wyeth Horner et Charles

Edward Frost seront les premiers directeurs ou

the petitioners and such others as may hereinafter become shareholders in the proposed company, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company will be "La Compagnie manufacturière de meubles et de Literies de Sainte-Thérèse (Limited) ;"

2. The object for which incorporation is sought, is to manufacture, buy, sell and deal in household goods, furniture and bedding, mattresses, hair mattresses, pillows, of metal or wood, and of any other wood work not now manufactured at Sainte-Thérèse.

3. The chief place of business of the said company will be at Sainte-Thérèse, in the province of Quebec.

4. The intended amount of its capital stock will be seventy-five thousand dollars, divided into seven hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The name at full length, the domicile and occupation of each of the petitioners, who are all from Canada, are as follows :

Messrs. Charles Langlois, merchant ; Charles Leonard Langlois, accountant ; Achille Langlois, grocer ; Joseph Alphonse Courville, accountant, all of the city and district of Montreal, and Jean-Baptiste Waddel, trader, of Sainte-Thérèse, county and district of Terrebonne, alle subjects of Her Majesty, who will be the first or provisional directors of the said company.

J. E. DESJARDINS,

Solicitor for petitioners.

Sainte-Thérèse, 16th October, 1899.

3666

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The proposed corporate name of the company is to be "Charles E. Frost & Co."

2. The objects for which incorporation is sought, are :

(a) To carry on the business of manufacturing, buying, selling and dealing in drugs, chemicals, medicines and chemical and medicinal preparations and specialities, and other medicines of all kinds and descriptions.

(b) To act as agents for persons, companies and firms doing business and dealing in such goods.

(c) To acquire and hold all patents of invention, trade-marks, designs and formules respecting such drugs, chemicals and medicines.

(d) To lease and sell to others the right to manufacture and sell any such drugs, chemicals, medicines and the formules and trade marks appertaining to the same.

3. The chief place of business of said company is to be at Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is twenty thousand dollars (\$20,000.00).

5. The number of shares is to be four hundred (400), at fifty dollars (\$50.00) each.

6. The names in full and the address and calling of each of the applicants are as follows : William Allan Stanley Ayerst, chemist ; Frank Wyeth Horner, chemist ; Gerald A. Dillon, merchant, all of the city of Montreal, in the province of Quebec ; and Samuel H. Thompson, clerk ; Charles Edward Frost, chemist, both of the city of Toronto, in the province of Ontario. Of whom said William Allan Stanley Ayerst, Frank Wyeth Horner and Charles

Edward Frost are to be the first or provisional

directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous ont résidants en Canada et sujets de Sa Majesté.

FOSTER, MARTIN,
GIROUARD & LEMIEUX,
Procureurs des requérants.

Montréal, 11 octobre 1899. 3553

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres-patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et toutes autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie ci-après mentionnée.

Le nom de la compagnie sera "Sainte-Agathe Hotel Company".

Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

1° De construire un hôtel dans le village de Sainte-Agathe des Monts, dans le comté de Terrebonne, et posséder et mettre en opération des hôtels et autres maisons et bâtiments et places d'amusements dans le district de Terrebonne.

2° La principale place d'affaire de la compagnie sera à Sainte-Agathe des Monts.

3° Le montant du fonds social de la compagnie sera de \$50,000, et le montant de chaque action sera de \$50.00.

Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Raymond Préfontaine, C. R., R. Wilson Smith, agent financier ; James Crathern, marchand ; William Francis Egg, agent, et James Walker jr., marchand, tous de la cité de Montréal.

Les dits Raymond Préfontaine, C. R., R. W. Smith et James Crathern, tous sujets anglais, seront les premiers directeurs de la compagnie.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,
Procureurs des requérants.

Montréal, 5 octobre 1899. 3477-2

Canada,
Province de Québec. }

LA LOTERIE DES INFORTUNÉS.

AVIS.

Nous soussignés, requérants, donnons avis de notre intention de demander des lettres patentes au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour les fins suivantes :

1° Le nom social de la compagnie projetée est "La Loterie des Infortunés".

2° L'objet de la dite compagnie est de venir en aide au support ou à l'érection d'asiles de nuit, et en leur distribuant une partie des profits en parts égales, provenant de la publication et distribution d'objets d'art (beaux arts), de peinture et sculpture, etc.

3° Le siège principal d'affaires de la dite compagnie est en la cité de Montréal.

4° Le fonds capital de la dite compagnie sera de cinq mille dollars (\$5,000).

5° Le nombre des actions sera de cinquante actions de cent dollars par chaque action.

6° Les noms des requérants sont : MM. Oscar Guyon Lemoine, directeur gérant de "La Caisse Générale", numéro cent quatre, avenue Laval, cité de Montréal, Joseph Napoléon Gauthier, caissier de "La banque Saint-Jean" en la dite ville de Saint-Jean, P. Q., Gustave des Troismaisons, directeur et gérant de la Dominion Ice Company, soixante et sept (67), rue Cathédrale, cité de Montréal, Louis Barthélemi Pouliot, comptable, de la cité de Montréal, rue Parc Logan Ouest, numéro deux cents, et Tanorède Gauthier, comptable, de la ville de Saint-Jean, province de Québec.

7° Messieurs Oscar Guyon Lemoine, Joseph Napo-

directors of said company, and who all reside in Canada and are subjects of Her Majesty.

FOSTER, MARTIN,
GIROUARD & LEMIEUX,
Attorneys for applicants.

Montreal, 11th October, 1899. 3554

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter of incorporation by letters-patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, to incorporate the applicants and such other persons that may become shareholders in the company hereinafter mentioned.

The name of the company is to be "Sainte Agathe Hotel Company."

The objects for which the incorporation is sought are :

1. To build an hotel in the village of Sainte-Agathe des Monts, in the county of Terrebonne, and to own and operate hotels and other dwellings and buildings and places of amusements in the district of Terrebonne.

2. The chief place of business of the said company is to be in Sainte Agathe des Monts.

3. The amount of capital stock of the company is to be \$50,000, and the amount of each share to be \$50.00.

The names in full and addresses and calling of each of the applicants are as follows: Raymond Préfontaine, Q.C., R. Wilson Smith, financial agent ; James Crathern, merchant ; William Francis Egg, agent, and James Walker, jr., merchant, all of the city of Montreal.

The said Raymond Préfontaine, Q.C., R. W. Smith and James Crathern, who are all british subjects, are to be the first directors of the company.

PREFONTAINE, ARCHER & PERRON,
Attorneys for applicants.

Montreal, 5th October, 1899. 3478

Canada,
Province of Quebec. }

LA LOTERIE DES INFORTUNÉS.

NOTICE.

The undersigned, petitioners, hereby give notice that they will make application to the lieutenant governor of the province of Quebec, for letters patent for the following purposes :

1. The social name and style of the company in view, is "La Loterie des Infortunés."

2. The object of the said company is to contribute to the support or to the erection of Night Refuge, and by distributing to them in equal shares a portion of the profits made by the said company by the sale and distribution of objects of art such as paintings, drawings, &c.

3. The principal place of business and the head office of the said company shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock of the said company shall be five thousand dollars (\$5,000.00).

5. The shares of the said company will be of fifty in number, each share being of one hundred dollars.

6. The present petitioners are: Messrs. Oscar Guyon Lemoine, director and manager of "La Caisse Générale", of the city of Montreal, residing at number one hundred and four, Laval Avenue, Joseph Napoléon Gauthier, cashier of "La banque de Saint Jean", in the said town of Saint Johns, P. Q., Gustave des Troismaisons, director and manager of the Dominion Ice Company, residing at number sixty-seven, Cathedral street, in the city of Montreal, Louis Barthélemi Pouliot, accountant, of the city of Montreal, number two hundred, Park Logan West, and Tanorède Gauthier, accountant, of the town of Saint Johns, P. Q.

7. Messrs. Oscar Guyon Lemoine, Joseph Napo-

Léon Gauthier et Gustave des Troismaisons, requérants ci-dessus mentionnés, seront les trois directeurs provisoires de la dite compagnie.

3353-3

J. C. McCULLY,
Solliciteur des requérants.

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, comme suit :

1° Le nom de la compagnie proposée sera "The Albionite Company".

2° L'objet de la dite compagnie est de faire des affaires de manufacture et de commerce en général et plus particulièrement d'acheter, vendre, louer, hypothéquer ou autrement acquérir, aliéner, mettre en opération ou faire les affaires de mines et de propriétés minières, minéraux, produits minéraux ou objets manufacturés contenant des produits minéraux, et de faire toutes affaires, commerce ou opération qui peuvent être nécessaires, utiles ou en rapport à ceux, soit comme propriétaires ou agents.

3° Le principal bureau sera dans la cité de Montréal.

4. Le fonds social sera de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

5° Les requérants sont : Herbert W. A. Beattie, commis ; Thomas L. Brodie, agent ; George A. Forbes, courtier ; P. McConnell, agent, et Warren R. Leet, agent, tous de la cité de Montréal ; Frank N. McCrae, marchand, de South Dunham ; Chauncey Ashley, notaire, de Belleville, Ontario, et Barzel M. Strong, marchand, Evans Mills, de New-York, lesquels seront les premiers directeurs.

SETH P. LEET,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 20 septembre 1899.

3325-4

Avis est par les présentes donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour obtenir une charte, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants, et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom corporatif de la compagnie sera "la Compagnie de Savonnerie Franco-Canadienne".

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) d'acheter, acquérir, détenir, posséder, avoir en jouissance, louer ou gérer toutes terres, tenements, biens fonciers, constructions, étables et maisons qu'elle jugera à propos, situés dans la province de Québec, pour la fabrication de tous savons, parfumeries, huiles essentielles, extraits, poudres, fards, eaux de toilette, cosmétiques, etc., etc., et convertissement de toutes matières résidus et autres, ressortant de la fabrication ci-dessus énoncée, telles matières et résidus devant être convertis en produits commerciaux.

(b) d'emprunter sur bons, ou autrement, d'hypothéquer, aliéner, ou autrement, disposer des biens de la compagnie, en tout ou en partie, et en acquérir d'autres en remplacement.

(c) d'exercer tous les pouvoirs conférés par la loi corporative des compagnies à fonds social, et ses amendements.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant proposé du fonds social sera de quinze mille dollars (\$15,000.00).

Léon Gauthier and Gustave des Troismaisons, the petitioners above mentioned, shall be the three provisional directors of the said company.

3354

J. C. McCULLY,
Sollicitor for applicants.

Notice is hereby given that application will be made to His Honor, the lieutenant governor, for a charter of incorporation by letters patent, under the joint stock companies' incorporation act, as follows :

1. The name of the proposed company is "The Albionite Company."

2. The object of the said company is to carry on a general manufacturing and trading business and more particularly buy, sell, lease, mortgage or in any other way to acquire, alienate, operate or deal in mines and mining properties, minerals, mineral products or manufactures containing mineral products, and to carry on any business, trade or operation that may be necessary, useful or expedient in connection therewith, either as principals or agents.

3. Its head office shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock shall be \$200,000, in 2,000 shares of \$100 each.

5. The applicants are : Herbert W. A. Beattie, clerk ; Thomas L. Brodie, agent ; George A. Forbes, broker ; P. McConnell, agent, and Warren R. Leet, agent, all of the city of Montreal ; Frank N. McCrae, merchant, of South Dunham, Chauncey Ashley, notary, of Belleville, Ontario, and Barzel M. Strong, merchant, Evans Mills, of New York, shall also be the first directors.

SETH P. LEET,
Sollicitor for applicants.

Montreal, 20th September, 1899.

3326

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette", application will be made to His Honor the Lieutenant-Governor in council, for a charter of incorporation, by letters patent, under the provisions of the Joint Stock Companies Incorporation Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be the "Franco-Canadian Soap Manufacturing Company".

2. The objects for which incorporation is sought for, are :

(a) to purchase, acquire, hold, possess, enjoy, lease or manage all lands, tenements, real estate, buildings, stables and houses that may be deemed proper, situate and being in the province of Quebec, for the purpose of fabricating and manufacturing all soaps, perfumery, essential oils, extracts, powders, toilet waters, cosmetics, &c., &c., and converting all the residues thereof, in commercial products.

(b) to borrow on debentures, or otherwise, to hypothecate, alienate, or otherwise dispose of the properties of the company, wholly or partly, and to acquire others to replace them.

(c) to exercise all the powers given by the Joint Stock Companies' Act, and its amendments.

3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

50 Le nombre d'actions sera de trois cents (300), de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

60 Les noms, professions et résidences des requérants sont comme suit : Alexis Robert, pharmacien ; Joseph Henri Ostigny, comptable ; Théodoric Charles Lemaire, comptable ; William Renaud, comptable, et Aquila Cheval, pharmacien, tous de la cité et du district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie. Tous sont résidents au Canada, et sujets de Sa Majesté.

DEMERS & DELORIMIER,

Procureurs des dits requérants.
Montréal, 20 septembre 1899. 3297

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social et amendements, constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie projetée, en corps politique et incorporé, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera "La Compagnie de l'Hôtel Mount Murray, limitée."

2° L'objet de cette compagnie est d'acheter, louer, construire et exploiter un ou plusieurs hôtels et des cottages, d'acheter des terrains, dans le but de construire des hôtels et cottages, les exploiter ou les faire exploiter.

3° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de \$10,000, divisé en 200 actions de \$50 chacune.

4° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de la Malbaie, comté de Charlevoix, province de Québec.

5° Les noms, professions et résidence de chaque requérant, sont comme suit : Elie Harvey, marchand ; Simon Cimon, ingénieur civil ; Joseph Couturier, commis ; Napoléon Alfred Dassylva, marchand, tous du village de la Malbaie, et Joseph Duchesne, cultivateur, de la paroisse de Saint-Etienne de la Malbaie, dans le district de Saguenay, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté.

PIERRE D'AUTEUIL,

Procureur des requérants.
Malbaie, 2 octobre 1899. 3443-2

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1° Le nom collectif de la compagnie sera : "The Maple Clothing Company."

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes d'habillements.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cinquante mille piastres (\$50,000), divisé en 500 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long des requérants sont comme suit : William Mitchell, marchand, de la ville de Drummondville ; George H. Church, marchand de

5. The number of shares will be three hundred (300), of fifty dollars (\$50.00) each.

6. The names, professions and residences of applicants are as follows : Alexis Robert, druggist ; Joseph Henri Ostigny, accountant ; Théodoric Charles Lemaire, accountant ; William Renaud, accountant, and Aquila Cheval, druggist, all of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company. All residing in Canada, and subjects of Her Majesty.

DEMERS & DELORIMIER,

Solicitors for said applicants.
Montreal, 20th September, 1899. 3298

Notice is hereby given that, within one month from the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the joint stock companies Act and amendments, constituting the petitioners and such others as may hereinafter become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The proposed corporate name of the company is : "The Hotel Mount Murray Co., limited".

2. The object of this company is to buy, rent, construct, carry on or conduct one or several hotels and cottages, to purchase lands with the object of building, conducting or having conducted hotels and cottages.

3. The amount of the capital stock of the said company shall be \$10,000, divided into 200 shares of \$50 each.

4. The principal place of business of the said company shall be in the village of Malbaie, in the county of Charlevoix, province of Quebec.

5. The names, occupations and residence of each of the applicants is as follows : Elie Harvey, merchant ; Simon Cimon, civil engineer ; Joseph Couturier, clerk ; Napoléon Alfred Dassylva, merchant, all of the village of Malbaie, and Joseph Duchesne, farmer, of the parish of Saint Etienne de la Malbaie, in the district of Saguenay, who are to be the first or provisional directors of the said company, all residing in Canada, and are subjects of Her Majesty.

PIERRE D'AUTEUIL,

Attorney for petitioners.
Murray Bay, 2nd October, 1899. 3444

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation under letters patent, of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The corporate name of the company is to be "The Maple Clothing Company."

2. The object from which incorporation is sought is to manufacture, buy, sell and deal in all kinds of clothings.

3. The chief place of business of the said company is to be in the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is fifty thousand dollars (\$50,000), divided into 500 shares of \$100.00 each.

5. The names in full of each of the applicants are as follows : William Mitchell, merchant, of the town of Drummondville ; George E. Church, lum-

bois, de Mitchell Station, tous deux du district d'Arthabaska; Hon. Alfred A. Thibaudeau, marchand; William Barclay Stephens, courtier, et James N. Greenshields, Conseil de la Reine, tous des cité et district de Montréal, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents en Canada et sujets de Sa Majesté.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,**
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 23 septembre 1899. 3337.3

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

- 1° Le nom collectif de la compagnie sera "The Eureka Cigar Manufacturing Company";
- 2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée, est de manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de cigares de tabac et de ses produits;
- 3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec;
- 4° Le montant proposé du fonds social sera de \$50,000.00 divisé en 500 actions de \$100.00 chacune;
- 5° Les noms au long des requérants sont comme suit: Abraham Jacob Bloomfield, de la cité de Montréal, marchand; William Mitchell, de la ville de Drummondville, dans le district d'Arthabaska, marchand; William Lovett Hogg, courtier; Joseph Patrick, marchand, et William Barclay Stephens, tous des cité et district de Montréal et tous de la province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, tous sont résidents au Canada et sujets de Sa Majesté.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,**
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 23 septembre 1899. 3339-4

Cour Supérieure.—Kamouraska.

Dame Josephine Talbot, épouse commune en biens de Alphonse Riou, entrepreneur, tous ceux de la paroisse de Trois-Pistoles, Demanderesse;

Le dit Alphonse Riou, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise, en cette cause le 1er décembre 1898.

S. C. RIOU,
Avocat de la demanderesse.
Fraserville, 13 avril 1899. 3647

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 529.

Dame Marie Anathalie Bachand, de la paroisse de Saint-Bruno, district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens de Wilfrid Sénécal, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux présentes,
Demanderesse;

Le dit Wilfrid Sénécal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

GLOBENSKY & LAMARRE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 17 octobre 1899. 3679

berman, of Mitchell Station, both of the district of Arthabaska; Honorable Alfred A. Thibaudeau, merchant; William Barclay Stephens, broker, and James N. Greenshields, Queens Counsel, all of the city and district of Montreal, who are to be the first or provisional directors of the said company, who are all residing in Canada, and are subjects of Her Majesty.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,**
Solicitors for applicants.
Montreal, 23rd September, 1899. 3338

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent of the province of Quebec, under the provisions of the joint stock companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders in the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the company is to be: "The Eureka Cigar Manufacturing Company."
2. The object for which incorporation is sought, is to manufacture, buy, sell and deal in cigars of tobacco and its products;
3. The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.
4. The proposed amount of capital stock is \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

5. The names in full of each of the applicants are as follows: Abraham Jacob Bloomfield, of the city of Montreal, merchant; William Mitchell, of the town of Drummondville, in the district of Arthabaska, merchant; William Lovett Hogg, broker; Joseph Patrick, merchant, and William Barclay Stephens, all of the city and district of Montreal, and all of the province of Quebec, who are to be the first or provisional directors of the said company, who are all residing in Canada, and are subjects of Her Majesty.

**GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,**
Solicitors for applicants.
Montreal, 23rd September, 1899. 3340

Superior Court.—Kamouraska.

Dame Josephine Talbot, wife common as to property of Alphonse Riou, contractor, both of the parish of Trois Pistoles, Plaintiff;

The said Alphonse Riou, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause on the 1st of December, 1898.

S. C. RIOU,
Attorney for plaintiff
Fraserville, 13th April, 1899. 3648

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 529.

Dame Marie Anathalie Bachand, of the parish of Saint Bruno, in the district of Montreal, wife *commun* en biens by marriage contract of Wilfrid Sénécal, farmer of the same place, and duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff;

The said Wilfrid Sénécal, Defendant.
An action in separation as to property has been, this day, instituted by plaintiff against defendant in that cause.

GLOBENSKY & LAMARRE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th October, 1899. 3680

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 Dame Julie Jarin dite Lajoie, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Philippe Desmarais, journalier du même lieu,
 Demanderesse ;

vs
 Le dit Philippe Desmarais, Défendeur.
 La demanderesse a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le défendeur.
 LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 12 octobre 1899. 3661

Arsélie Jeannotte, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, épouse de Hormisdas Bordua, menuisier, du même lieu, a instituée, à ce dûment autorisé, devant la cour supérieure, siégeant en le dit district, une action en séparation de biens contre son mari, aujourd'hui.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
 Avocat de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 17 octobre 1899. 3659

Province de Québec, }
 District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
 No 476.

Madame Caroline Jodoin, de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le district de Montréal, épouse commune en biens d'Antoine Birtz dit Desmarteau, cultivateur, du dit lieu, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,

Demanderesse ;

vs
 Le dit Antoine Birtz dit Desmarteau, Défendeur ;

et
 Ernest Birtz dit Desmarteau, du dit lieu,
 Mis en cause.
 La demanderesse donne avis qu'elle a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le dit défendeur.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT
 & GERVAIS,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 3 octobre 1899. 3603.2

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District d'Ottawa. }

Dame Onésime Plouffe, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, épouse commune en biens de Dieudonné Durocher, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs
 Le dit Dieudonné Durocher, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le dit défendeur.
 LEBLANC & BROSSARD,
 Avocats de la demanderesse.
 Hull, 27 septembre 1899. 3503-2

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
 No 90.

Dame Evelina Dufresne, de la paroisse de Notre-Dame du Bon Conseil, épouse commune en biens de Dolphis Blanchette, du même lieu,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Dolphis Blanchette, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

W. J. WATTS,
 Avocat de la demanderesse.
 Arthabaskaville, 31 juillet 1899. 3533-2

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 Dame Julie Jarin dite Lajoie, of the city and district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Philippe Desmarais, laborer, of the same place,
 Plaintiff ;

vs
 The said Philippe Desmarais, Defendant,
 The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.
 LUSSIER, GENDRON & GAGNON,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 12th October, 1899. 3662

Arsélie Jeannotte, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Hormisdas Bordua, of the same place, joiner, has, this day, and duly authorized to that effect, brought before the superior court, sitting in this district of Saint Hyacinth, against her husband, an action for separation of property.

A. O. T. BEAUCHEMIN,
 Advocate for the plaintiff.
 Saint Hyacinth, 17th October, 1899. 3660

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 476.

Dame Caroline Jodoin, of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the district of Montreal, wife common as to property of Antoine Birtz dit Desmarteau, farmer, of the same place, the said Dame Caroline Jodoin duly authorized to ester en justice for the purposes of these presents,
 Plaintiff ;

vs
 The said Antoine Birtz dit Desmarteau, Defendant ;
 and
 Ernest Birtz dit Desmarteau, Mis en cause.

The plaintiff hereby gives notice that she has this day instituted an action for separation as to property from the said defendant.

RAINVILLE, ARCHAMBEAULT
 & GERVAIS,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 3rd October, 1899. 3604

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Ottawa. }

Dame Onésime Plouffe, wife of Dieudonné Durocher, butcher, both of the city of Hull, in the district of Ottawa, duly authorized to ester en justice,
 Plaintiff ;

vs
 The said Dieudonné Durocher, Defendant.
 An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.
 LEBLANC & BROSSARD,
 Attorneys for the plaintiff.
 Hull, 27th September, 1899. 3504

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 90.

Dame Evelina Dufresne, of the parish of Notre-Dame du Bon Conseil, wife common as to property of Dolphis Blanchette, of the same place,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Dolphis Blanchette, Defendant.
 An action for separation as to property has been taken against the said defendant, this day, by the plaintiff.

W. J. WATTS,
 Attorney for plaintiff.
 Arthabaskaville, 31st July, 1899. 3534

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure. } *Cour Supérieure.—New
Carlisle.*
No. 798.

Dame Louisa Briard, épouse commune en biens de Elias W. LeGrand, de Paspebiac, dans les comté et district susdits, marchand, dûment autorisée en justice aux fins des présentes. Demanderesse ;

vs.

Le dit Elias W. LeGrand. Défendeur.
La demanderesse a institué une action en séparation de biens, ce jour, contre le défendeur.
DROUIN, PELLETIER & BELANGER,
Procureurs de la demanderesse.
New Carlisle, 20 septembre 1899. 3531-2

Canada,
Province de Québec,
District de St-Hyacinthe. }

Dame Marie-Louise Hogue, des cité et district de St-Hyacinthe, épouse de Louis Turcotte, fils, barbier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice par un des honorables juges de cette cour.

vs.

Le dit Louis Turcotte, fils.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

A. BOURGAULT,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 13 juin 1899. 3521-2

Avis est par le présent donné que l'honorable secrétaire provincial a octroyé une licence à The Scottish Union and National Insurance Company de Edinburgh, Ecosse, pour faire les affaires d'une compagnie de prêts et placements dans la province de Québec.

Le principal agent et procureur de la compagnie, pour la province de Québec, est Walter Kavanagh, de la cité de Montréal.

WALTER KAVANAGH,
Agent en chef et procureur.
25 septembre, 1899. 3351-4

Province de Québec,
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No. 581.

Dame Marie Jessie Béatrice Lévesque, de la ville de Saint-Jérôme, dit district, épouse commune en biens de Alfred Antoine Laviolette, industriel, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

PREVOST & DE MARTIGNY,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 20 septembre 1899. 3335-4

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2048.

Dame Onésime Beauchemin, de la ville de Manville, dans l'état du Rhode Island, l'un des États-Unis d'Amérique, actuellement dans la cité de Montréal, épouse commune en biens de Nicholas Choquette, dans la cité et du district de Montréal, Demanderesse ;

vs.

Nicholas Choquette, de la cité et du district de Montréal, Défendeur ;

Pierre Lamoureux, et al., Tiers-saisis.
Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 18 mai 1899.

EMARD, MARÉCHAL &
TASCHEREAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 15 septembre 1899. 3271-5

Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure. } *Superior Court.—New
Carlisle.*
No. 798.

Dame Louisa Briard, wife common as to property of Elias W. LeGrand, of Paspebiac, in the county and district aforesaid, merchant, duly authorized by law for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs.

The said Elias W. LeGrand, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action of separation of property against the defendant.
DROUIN, PELLETIER & BELANGER,
Attorneys for plaintiff.
New Carlisle, 20th September, 1899. 3532

Canada,
Province of Quebec,
District of St-Hyacinth. }

Dame Marie Louise Hogue, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Louis Turcotte, junior, barber, of the same place, and duly authorized by one of honorable judges of this court, to sue.

vs.

The said Louis Turcotte, junior.
The plaintiff has, this day, instituted an action of separation as to property against the defendant.

A. BOURGAULT,
Attorney for plaintiff
Saint Hyacinth, 13th June, 1899. 3522

Notice is hereby given that a license has been granted by the honorable the provincial secretary of The Scottish Union and National Insurance Company of Edinburgh, Scotland, to transact the business of a loan and investment company in the province of Quebec.

The principal agent and attorney of the company for the province of Quebec, is Walter Kavanagh, of the city of Montreal.

WALTER KAVANAGH,
Chief agent and attorney.
25th September, 1899. 3352

Province of Quebec,
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 581.

Dame Marie Jessie Béatrice Lévesque, of the town of Saint-Jérôme, said district, wife common as to property of Alfred Antoine Laviolette, of the same place, has, this day, instituted an action in separation of property against her husband.

PREVOST & DE MARTIGNY,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 20th September, 1899. 3336

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2048.

Dame Onésime Beauchemin, of the town of Manville, in the state of Rhode Island, one of the United States of America, presently in the city of Montreal, wife common as to property of Nicholas Choquette, of the city and district of Montreal, Plaintiff ;

vs.

Nicholas Choquette, of the city and district of Montreal, Defendant ;

Pierre Lamoureux et al., Tiers-saisis.
An action in separation from bed and board and as to property has been instituted by plaintiff, against defendant on the 18th of May, 1899.

EMARD, MARÉCHAL &
TASCHEREAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 16th september, 1899. 3272

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

No 2013.

Dame Aurélie Lapière, de la paroisse de Lachine, dans le district de Montréal, épouse de Gilbert Leduc, cultivateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Gilbert Leduc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le vingt-huitième jour de septembre 1899.

MADORE, GUERIN & MERRILL,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 2 octobre 1899. 3463-3

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Adèle Joyal dit St. Quentin, épouse de Louis Gill, boucher, tous deux de la paroisse Saint-Thomas de Pierreville, dans le district de Richelieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Louis Gill, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

L. H. COMEAU,
Procureur de la demanderesse.
Sorel, 27 septembre 1899. 3333-4

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No. 611.

Dame Elisabeth Robitaille, épouse de Pierre Gauvin, de la paroisse de l'Ancienne Lorette, charron, Demanderesse ;

vs.

Le dit Pierre Gauvin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour et en cette cause.

FITZPATRICK, PARENT,
TASCHEREAU & ROY,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 23 septembre 1899. 3355-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 1639.

Dame Marie Huot dit Duval, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de François-Xavier Gariépy, bourgeois, du même lieu, la dame dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit François-Xavier Gariépy, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse.

CRESSÉ & DESCARRIES,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 4 juillet 1899. 3387-4

Province de Québec, }
District de Montmagny. }
No. 261.

Dame Amanda Bernier, épouse commune en biens de Alphonse Bernier, marchand, du Cap Saint-Ignace, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alphonse Bernier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse.

ALPHONSE BERNIER,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 20 septembre 1899. 3321.

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 139.

Dame Céline Grégoire, du village de Napierville, dans le district d'Iberville, épouse commune en

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

No. 2013.

Dame Aurélie Lapière, of the parish of Lachine, in the district of Montreal, wife of Gilbert Leduc, of the same place, farmer, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Gilbert Leduc, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this cause on the twenty-eighth day of September, 1899.

MADORE, GUERIN & MERRILL,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd October, 1899. 3464

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dame Adèle Joyal dit St. Quentin, wife of Louis Gill, butcher, both of the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the district of Richelieu, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said Louis Gill, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted against the defendant.

L. H. COMEAU,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 27th September, 1899. 3334

Province of Quebec, }
District of Québec. } *Superior Court.*
No. 611.

Dame Elisabeth Robitaille, wife of Pierre Gauvin, of the parish of Ancienne Lorette, carriage maker, Plaintiff ;

vs.

The said Pierre Gauvin, Defendant.
An action in separation of property has been, this day, instituted in the above case.

FITZPATRICK, PARENT,
TASCHEREAU & ROY, *
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 23rd September, 1899. 3356

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1639.

Dame Marie Huot dit Duval, of the town of Lachine, in the district of Montreal, wife common as to property of François-Xavier Gariépy, gentleman, of the same place, the said wife duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

The said François Xavier Gariépy, Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff.

CRESSÉ & DESCARRIES,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 4th July, 1899. 3388

Province of Quebec, }
District of Montmagny. }
No. 261.

Dame Amanda Bernier, wife common as to property of Alphonse Bernier, merchant, of Cap Saint Ignace, duly authorized to " ester en justice ", Plaintiff ;

vs

The said Alphonse Bernier, Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff.

ALPHONSE BERNIER,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 20th September, 1899. 3122.

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 139.

Dame Céline Grégoire, of the village of Napierville, in the district of Iberville, wife common as to

biens de Thomas Girard, fils, du même lieu, marchand, dûment autorisée à ester en justice, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

EMILE MERIZZI,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 5 août 1899.

3361-3

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DE COMTÉ DE LA SECONDE DIVISION
DU COMTÉ DU LAC SAINT-JEAN.

Aux habitants de la municipalité de comté de la
seconde division du comté du Lac
Saint-Jean.

Avis public est par les présentes donné par Joseph Charles Lindsay, secrétaire-trésorier, que, par une résolution passée par le conseil municipal de comté de la seconde division du comté du Lac Saint-Jean, le quatorzième jour de juin courant (1899), et approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province, en conseil, le troisième jour d'octobre courant (1899); laquelle approbation a été reçue par le soussigné, le cinquième jour du même mois, le canton Albanel a été érigé en municipalité locale distincte, sous le nom de "municipalité du canton Albanel".

Donné à Roberval, ce sixième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

J. C. LINDSAY,

Sec.-trés. C. Cté, 2e Div. Cté L. St-Jean.

3507

ERECTION CIVILE D'UNE PARTIE DE LA CÔTE SAINT-PAUL, SOUS LE VOCABE DE NOTRE-DAME DES SEPT-DOULEURS, A VERDUN.

Attendu que par l'article No 3381 des statuts refondus de la province de Québec, il est statué que : chaque paroisse érigée ou qui le sera, à l'avenir, pour des fins religieuses par l'autorité ecclésiastique dans les limites des paroisses de l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal, déjà démembrées et reconnues civilement, est et sera une paroisse catholique à dater de l'insertion dans la *Gazette Officielle de Québec*, d'un avis de l'émission du décret canonique qui l'a érigée ou qui l'érigera, et cela aussi amplement que si telle paroisse eût été reconnue et ratifiée pour les fins civiles en vertu du présent chapitre 50 V. ch. 24, s. 1 (Art. 3381 des dits statuts refondus de la province de Québec.)

Nous, soussigné, Zotique Racicot, vicaire-général, donnons avis que par son décret, Mgr. Paul Bruchési, archevêque de Montréal, en date du cinq septembre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, a érigé en paroisse séparée et distincte, sous le vocable de Notre-Dame des Sept-Douleurs, toute la partie ci-après désignée de la paroisse de la Côte Saint-Paul, savoir ; bornée au sud par le fleuve Saint-Laurent, à partir de la propriété de J. H. Mooney, incluse, en remontant jusqu'à la terre de John Crawford, incluse, à l'ouest par les limites actuelles de la paroisse de Lachine jusqu'à l'aqueduc inclus, au nord en descendant par le dit aqueduc jusqu'au bassin du dit aqueduc exclus ; de là à l'est par une ligne descendant au dit fleuve Saint-Laurent, laquelle passe à l'ouest des maisons de l'aqueduc ; de là au milieu d'une grande rue appelée Numéro Un, puis se continue jusqu'au fleuve Saint-Laurent.

Ce décret a été dûment publié au prône de la messe paroissiale de la Côte Saint-Paul, les dimanches, premier et huit octobre, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et une copie a été insérée aux registres de la dite paroisse, avec certificat de sa publication.

Et nous donnons avis de l'émission du dit décret

property of Thomas Girard, junior, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, has instituted an action in separation as to property against her said husband, this day.

EMILE MERIZZI,

Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 5th August, 1899.

3362

PROVINCE OF QUEBEC.

COUNTY MUNICIPALITY OF THE SECOND DIVISION OF
THE COUNTY OF LAKE SAINT JOHN.

To the inhabitants of the county municipality of
the second division of the county of
Lake Saint John.

Public notice is hereby given by Joseph Charles Lindsay, secretary treasurer, that, by a resolution passed by the municipal council of the county municipality of the second division of the county of Lake Saint John, on the fourteenth day of June last (1899), and approved by His Honor the lieutenant governor of the province, in council, on the third day of October instant (1899); which approval has been received by the undersigned on the fifth day of this same month, the township of Albanel has been erected into a separate local municipality, by the name of "municipality of the township Albanel".

Given at Roberval, this sixth day of October, one thousand eight hundred and ninety-nine.

J. C. LINDSAY,

Sec. treas. C. Cty 2nd div. Cty L. St-John.

3508

CIVIL ERECTION OF A PART OF THE PARISH OF LA CÔTE SAINT PAUL, UNDER THE TITLE OF NOTRE DAME DES SEPT DOULEURS, AT VERDUN.

Whereas by article No. 3381 of the Revised Statutes of the province of Quebec, it is enacted that : every parish erected or which may hereafter be erected for religious purposes by ecclesiastical authority, within the limits of the parishes of the old territory of Notre Dame de Montreal, already dismembered and civilly recognized, is and shall be a catholic parish, from and after the insertion in the *Quebec Official Gazette*, of a notice of the issue of the canonical decree which erected or shall erect the same, and that as fully as if such parish had been recognized and ratified for civil purposes, in virtue of the present chapter 50 V., ch. 24, s. 1, (art cle 3381 of the said Revised Statutes of the province of Quebec.)

We, the undersigned, Zotique Racicot, Vicar General, give notice that by his decree, Mgr Paul Bruchési, archbishop of Montreal, under date of the fifth of September, one thousand eight hundred and ninety-nine, has erected into a separate and distinct parish, by the name of Notre Dame des Sept Douleurs, all the part hereinafter described of the parish of La Côte Saint Paul, to wit ; bounded on the south by the river Saint Lawrence, starting from and including the property of J. H. Mooney, going to and including the property of John Crawford, on the west by the actual limits of the parish of Lachine to the water works enclosed ; on the north going down along the said water works to the basin of the said aqueduct excluded ; from thence on the east by a line going down to the said river Saint Lawrence, which passes to the west of the aqueduct buildings, from thence to the middle of a large street called Number One, and then continuing to the river Saint Lawrence.

This decree has been published at the prône of the parochial mass of La Côte Saint Paul, on the Sundays of the first and eighth of October, one thousand eight hundred and ninety-nine, and a copy has been inserted in the registers of the said parish, with a certificate of its publication.

And we give notice of the issuing of the said

canonique afin que la dite partie détachée de la paroisse de la Côte Saint-Paul et érigée en paroisse distincte sous le vocable de Notre-Dame des Sept Douleurs, à Verdun, soit une paroisse catholique, a dater de l'insertion de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, avec les mêmes effets que si cette érection de paroisse eût été reconnue pour les fins civiles, en vertu de l'article No 3381 des statuts refondus de la province de Québec, avec les limites ci-dessus indiquées et sujette aux dispositions exprimées dans le dit décret canonique.

Z. RACICOT, V.-G.

Archevêché de Montréal, 3555.2
 Montréal, 10 octobre 1899.

Province de Québec, }
 Comté de Nicolet. }

AVIS PUBLIC.

Est par le présent donné que les lots Nos 17 et 18 du rang A ; 15, 16, 17 et 18 du rang 5 ; 13, 14, 15, 16, 17 et 18 du rang 6 ; et 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 18 des rangs 7, 8 et 9 du canton de Blandford, dans le comté de Nicolet, ont été annexés à la municipalité de la paroisse de Sainte-Sophie de Lévrard, en vertu d'une résolution adoptée par le conseil municipal du comté de Nicolet à sa session du 14 juin dernier (1899), et approuvée par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 5 octobre courant.

Donné à Bécancourt, le 11 octobre 1899.
ALBERT DUMONT,
 Secrétaire-Trésorier, C. M. C. N.

3611.2

Avis de Faillites

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Beauharnois. }
In re Cyrule Barron, Failli.

Nous, soussignés, comptables, de la cité de Montréal, avons été dûment nommés curateurs aux biens du dit failli, par l'honorable juge Bélanger, en date du 13e jour d'octobre courant.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations, s'ils ne l'ont déjà fait, à notre bureau, No 15, rue Saint-Jacques, dans un délai de trente jours à compter du présent avis.

BILODEAU & RENAUD,
 Curateurs conjoints. 3649

Montréal, 14 octobre 1899.

In re Napoléon Dupuis, de Saint-Ephrem, Beauce, Insolvable.

Avis est donné que le 12 octobre courant 1899, le soussigné a été nommé par une ordonnance de cour, curateur aux biens du dit insolvable Napoléon Dupuis, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

THEOPHILE BEAUDOIN,
 Curateur. 3637

Broughton Station, Co. Beauce.
 13 octobre 1899.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 I. Humburger & Co., Demandeurs.

vs

Dame Harriet M. Hurlbut, faisant affaires dans la cité de Montréal, sous les noms et raison de A. H. Wood & Co., Défenderesse.
 Avis est par le présent donné que, je, John Hyde, de la cité de Montréal, comptable licencié,

canonical decree to the end that the said part detached from the parish of La Côte Saint Paul and erected into a distinct parish under the title of Notre-Dame des Sept Douleurs, at Verdun, may be a catholic parish, dating from the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, with the same effects as if this erection of parish had been recognized for civil purposes, in virtue of article No. 3381 of the Revised Statutes of the province of Quebec, with the limits herein above shewn and subject to the dispositions seth forth in the said canonical decree.

Z. RACICOT, N. G.

Archbishop's Palace, 3550
 Montreal, 10th October, 1899.

Province of Quebec, }
 County of Nicolet. }

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the lots Nos. 17 and 18 of range A ; 15, 16, 17 and 18 of range 5 ; 13, 14, 15, 16, 17 and 18 of range 6 ; and 12, 13, 14, 15, 16, 17 and 18 of ranges 7, 8 and 9 of the township of Blandford, in the county of Nicolet, have been annexed to the municipality of the parish of Sainte Sophie de Lévrard, in virtue of a resolution passed by the municipal council of the county of Nicolet at its sitting of the 14th of June last (1899), and approved by His Honor the lieutenant governor, by order in council dated the 5th October instant.

Given at Bécancourt, this 11th October, 1899.
ALBERT DUMONT,
 Secretary treasurer, M. C. C. N.

3612

Bankrupt Notices

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Beauharnois. }
In re Cyrule Barron, Insolvent.

We, the undersigned, accountants, of the city of Montreal, have been duly appointed joint curators in the estate of said insolvent, by the Honorable judge Bélanger, in date of 13th day of October instant.

The creditors of said insolvent are requested to produce their claims, if they have not done so, at our office, No. 15, Saint James street, within thirty days from the present notice.

BILODEAU & RENAUD,
 Joint curators. 3650

Montreal, 14th October, 1899.

In re Napoléon Dupuis, of Saint Ephrem, Beauce, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of October instant, by order of the court, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said insolvent Napoléon Dupuis, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Claims duly attested under oath must be filed at my office within thirty days from this notice.

THEOPHILE BEAUDOIN,
 Curator. 3638

Broughton Station, Beauce Co.
 13th October, 1899.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 I. Humburger & Co., Plaintiffs ;

vs

Dame Harriet M. Hurlbut, carrying on business at the city of Montreal, under the style or firm of A. H. Wood & Co., Defendant.
 Notice is hereby given that, I, John Hyde, of the city of Montreal, chartered accountant, was, by

par jugement de l'honorable M. le juge Doherty, ai été nommé curateur aux biens des dits A. H. Wood & Co., le tout tel que pourvu par la loi.

Les créanciers des dits A. H. Wood & Co. sont par le présent requis de produire leurs réclamations devant moi sous trente jours.

JOHN HYDE,
Curateur.

Bureau de John Hyde,
Comptable licencié et syndic,
Guardian Assurance Chambers,
181, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 17 octobre 1899. 3683

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 97.

I. Hamburger & Co, Demandeurs ;

vs
Dame Harriett M. Hurlbut, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires sous les nom et raison de A. H. Wood & Co., Défendeur.

Avis est par le présent donné que je, la soussignée, Dame Harriett M. Hurlbut, dûment autorisée par son mari A. H. Wood, ai fait le neuvième jour d'octobre 1899, au greffe du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, un abandon judiciaire de mes biens pour le bénéfice de mes créanciers.

HARRIET M. HURLBUT.
Montréal, 9 octobre 1899. 3681

Province de Québec, }
District de Saint-François. } Cour Supérieure.
In re P. P. Blais, Sherbrooke, Insolvable.

Un premier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 6 novembre 1899.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
J. P. ROYER,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 21 octobre 1899. 3671

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
In re Spiridion Sénécal, marchand de merceries, de Montréal, Failli ;

et
Arthur Gagnon & L. A. Caron,
Curateurs conjoints.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 9e jour de novembre 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à notre bureau.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

Bureau de Gagnon & Caron,
41, Bâtisse des Tramways.
Montréal, 18 octobre 1899. 3675

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure

Dans l'affaire de Dame Marie Pomela Dyon, (Fleury, Hébert & Cie), Montréal, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 14 octobre 1899, nous avons été nommés curateurs aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire à notre bureau dans les trente jours de cette date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Curateurs conjoints.

41, Bâtisse des Tramways, Montréal. 3673

judgment of Honorable Mr Justice Doherty, appointed curator of the property of the said A. H. Wood & Co., the whole as by law provided.

The creditors of the said A. H. Wood & Co. are hereby notified to file their claims with me within a delay of thirty days.

JOHN HYDE,
Curator.

Office of John Hyde,
Chartered accountant and trustee,
Guardian Assurance Chambers,
181, Saint James street, Montreal.
Montreal, 17th October, 1899. 3684

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 97.

I. Hamburger & Co., Plaintiffs ;

vs
Dame Harriett M. Hurlbut, of the city and district of Montreal, and there trading under the style or firm of A. H. Wood & Co., Defendant.

Notice is hereby given that I, the undersigned Dame Harriett M. Hurlbut, duly authorized by my husband, A. H. Wood, did on the ninth day of October, 1899, in the office of the prothonotary of the superior court, for the district of Montreal, make a judicial abandonment of my property for the benefit of my creditors.

HARRIET M. HURLBUT.
Montreal, 9th October 1899. 3682

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court
In re P. P. Blais, Sherbrooke, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 6th November, 1899.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
J. P. ROYER,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 21st October, 1899. 3672

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re Spiridion Sénécal, mercer, Montreal, Insolvent ;

and
Arthur Gagnon & L. A. Caron,
Joint curators.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 9th day of November, 1899, after which date dividends will be payable at our office.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint curators.

Office of Gagnon & Caron,
41, Street Railway Building.
Montreal, 18th October, 1899. 3676

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Dame Marie Pomela Dyon, (Fleury, Hébert & Co), Montreal. Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of this court, dated the 14th October, 1899, we have been appointed curators to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days of this date.

ARTHUR GAGNON,
L. A. CARON,
Joint-Curators.

31, Street Railway Building, Montreal. 3674

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François.

Avis public est par le présent donné que Dame Marie A. Bédard, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse séparée de biens d'Euclide Louis Denis, du même lieu, négociant, de son dit mari dûment autorisée y faisant affaires sous les nom et raison de "E. L. Denis & Cie", et le dit E. L. Denis, pour autoriser sa dite épouse, a, ce jour, fait une cession judiciaire de ses biens au greffe du protonotaire de la cour supérieure, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, et que Joseph Azarie Archambault, notaire public, de la dite cité de Sherbrooke, a été ordonné gardien provisoire aux biens abandonnés.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs du gardien provisoire.
Sherbrooke, 11 octobre 1899. 3687

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Arthabaska.

Avis est par le présent donné que Silvio de Morasse, de Plessisville, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 9me jour d'octobre 1899, au bureau du protonotaire du district d'Arthabaska, conformément à la loi.

HUBERT LAMARRE,
Gardien provisoire.
Bureau : 246, rue Saint-Jacques.
Montréal, 14 octobre 1899. 3685

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Rimouski.

Dans l'affaire de Hector René Voyer, Bic,
Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 6 novembre 1899, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.
Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 octobre 1899. 3711

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Québec.

Dans l'affaire de Eugène Raymond; Sainte-Anne de Beauré,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 octobre 1899, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession, sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.
Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 19 octobre 1899. 3713

En vertu de l'Acte des Liquidations

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal.
No. 72.

In re la Banque Ville Marie, En liquidation.
Avis est donné, en conformité d'une ordonnance de l'honorable juge Langelier, datée du 13 octobre 1899, qu'un deuxième dividende de trente-trois et un tiers pour cent sur les billets de circulation de la dite banque Ville Marie, sera payable le deux novembre prochain (1899), au bureau principal de

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of St. Francis.

Public notice is hereby given that Dame Marie A. Bedard, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife *séparée de biens* of Euclide Louis Denis, of the same place, trader, by her said husband duly authorized, carrying on business there under the firm name of "E. L. Denis & Co.", and the said E. L. Denis, for the purpose of authorizing his said wife, has, this day, made a judicial abandonment of her property at the office of the prothonotary of the superior court, at the court house, in the city of Sherbrooke, and that Joseph Azarie Archambault, of the city of Sherbrooke aforesaid, notary public, has been appointed provisional guardian of her abandoned estate.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for provisional guardian.
Sherbrooke, 11th October, 1899. 3683

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Arthabaska.

Notice is hereby given that Silvio de Morasse, of Plessisville, merchant, has made an assignment of his property for the benefit of his creditors, on the 9th day of October, 1899, at the prothonotary's office for the district of Arthabaska, according to law.

HUBERT LAMARRE,
Provisional guardian.
Office : 246, Saint James street.
Montreal, 14th October, 1899. 3686

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Rimouski.

In the matter of Hector René Voyer, Bic,
Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 6th of November, 1899, after which date dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.
Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.
Québec, 19th October, 1899. 3712

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Québec.

In the matter of Eugène Raymond, Sainte Anne de Beauré,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated the 18th October, 1899, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate, are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.
Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co., Building.
Québec, 19th October, 1899. 3714

Under the winding up Act

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal.
No. 72.

In re La Banque Ville Marie, In liquidation.
Notice is hereby given, in conformity with an order of the Honourable Mr. Justice Langelier, of date 13th October, 1899, that a second dividend of thirty-three and one third per cent on all the notes in circulation, of the said bank, shall be payable on the 2nd November next (1899), at the principal

la dite banque, No 153, rue Saint-Jacques, à Montréal, aux conditions suivantes :

Le jour du paiement du dit dividende, 2 novembre 1899, les porteurs de billets de circulation de la dite Banque, devront déposer ou avoir déposé préalablement, et laisser en dépôt durant toute la dite journée, entre les mains des dits liquidateurs, le total des billets dont ils sont porteurs, et le dividende leur sera payé contre remise d'un montant de billets équivalent au dividende retiré.

La partie des billets ainsi laissés en dépôt le jour du dividende, qui n'aura pas été payée, sera remise le lendemain aux porteurs des dits billets par les dits liquidateurs.

A. L. KENT,
UBALDE GARAND,
J. O. DUPUIS,
Liquidateurs.
3653

Montréal, 14 octobre 1899.

office of said bank, No. 153, Saint James street, Montreal, on the following conditions.

On the day of the payment of said dividend, or previous to that date, the holders of said notes must deposit in the hands of the liquidators, and leave in their hands, during the whole day, the whole of the notes held by them, from which the liquidators will retain the said proportion of thirty-three and one third per cent, the balance of said notes to be returned to the bearers the next day.

A. L. KENT,
UBALD GARAND,
J. O. DUPUIS,
Liquidators.
3654

Montreal, 14th October, 1899.

Règles de Cour

Province de Québec,
District de Montréal. } Cour Supérieure pour le
No 985. } Bas-Canada.

Le seizième jour d'octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Robert K. Lovell, des cité et district de Montréal, imprimeur-éditeur, y faisant affaires seul comme tel sous le nom de John Lovell & Son,
Demandeur ;

vs

W. H. Collins, du même lieu, Défendeur.

Conformément à l'ordonnance de cette cour, rendue le 16 jour d'octobre 1899, les créanciers du dit W. H. Collins, le défendeur en cette cause, qui n'ont pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant priés de les produire dans cette affaire au greffe du protonotaire de cette cour, sous quinze jours après la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnés d'un état du compte avec pièces justificatives, suivant les articles 673 et 674 du code de procédure civile.

JEAN-BAPTISTE VALLÉE,
Député P. C. S.
3693

Canada,
Province de Québec,
District de Kamouraska. } Cour de Circuit pour le
No 1502. } district de Kamouraska.

Le six octobre mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Présent :—L'Honorable juge Ernest Cimon.
Napoléon Côté, de la paroisse de Saint-Eloi, marchand,
Demandeur ;

vs

Zéphirin Ouellet, de l'Isle Verte, Défendeur ;
et

Polydore Langlais, notaire, et greffier de la cour de circuit de la ville de Fraserville, Tiers-saisi.

Vu la déclaration du tiers-saisi que le défendeur a fait cession de ses biens entre ses mains pour le bénéfice de ses créanciers, il est ordonné que les créanciers du défendeur soient requis par un avis à être publié deux fois en langue française et en langue anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, de produire, au greffe de cette cour, leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite *Gazette Officielle de Québec*.

Par ordre,
P. LANGLAIS,
Greffier Cour Circuit.
3499-2

Rules of Court

Province of Quebec,
District of Montreal. } Superior Court for Lower
No. 985. } Canada.

The sixteenth day of October, one thousand eight hundred and ninety-nine.

Robert K. Lovell, of the city and district of Montreal, publisher, doing business there as such alone under the name of John Lovell & Son,
Plaintiff ;

vs

W. H. Collins, of the same place, Defendant.

Under the order of this court, given on the 16th day of October, 1899, the creditors of the said W. H. Collins, the defendant in this cause, who have not already filed their claims are now called upon to file them in this cause in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

JEAN B. VALLEE,
Dép. P. S. C.
3694

Canada,
Province of Quebec,
District of Kamouraska. } Circuit Court for the
No. 1502. } district of Kamouraska.

The sixth day of October, one thousand eight hundred and ninety-nine.

Present :—The Honorable Judge Ernest Cimon.
Napoléon Côté, of the parish of Saint Eloi, merchant,
Plaintiff ;

vs

Zéphirin Ouellet, of Ile Verte, Defendant ;
and

Polydore Langlais, notary, and clerk of the circuit court of the town of Fraserville, Garnishee.

Seeing the declaration of the garnishee that the defendant has made an assignment of his estate to him for the benefit of his creditors, it is ordered that the creditors of the defendant be called on, by a notice to be published twice in the french language and in the english language, in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims in the office of this court, within fifteen days from the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

By order,
P. LANGLAIS,
Clerk, Circuit Court.
3500

Licitation

Province de Québec, }
 District de Montréal. } Cour Supérieure.
 No 113.

LICITATION.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le vingt-huitième jour de juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf (1899), dans une cause dans laquelle Joseph Daigneau, commis, de la cité et du district de Montréal, est demandeur, et Ernest Godbout, tant en sa qualité de légataire fiduciaire et administrateur des biens de la succession de feu Siméon Godbout, son père, que personnellement, comme légataire du dit feu Siméon Godbout, et dame Exilia Royer, tant en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, Wilfrid Godbout et Raoul Godbout, légataires de feu Siméon Godbout, qu'en sa qualité de légataire en usufruit des biens du dit feu Siméon Godbout, tous de la cité et du district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1^o Un terrain situé dans le quartier St-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, formant la partie sud-ouest du lot (84) quatre-vingt-quatre, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jean-Baptiste, duquel numéro le dit terrain fait partie, contenant le dit terrain (37) trente-sept pieds de front sur (70) soixante et dix pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par la rue St-Jean-Baptiste, aujourd'hui l'avenue Duluth, en arrière par les immeubles des représentants de Charles Thuot, d'un côté par l'autre partie nord du dit lot No. 84, la propriété de Gaspard Fauteux et son épouse ou représentants, et de l'autre côté par la propriété de Joseph Paré, avec une maison en pierre brute et autres dépendances dessus érigées ; avec cette convention que l'acquéreur devra laisser du côté nord du terrain sus décrit une lisière de terrain de (4) quatre pieds de large et de (39) trente-neuf pieds de profondeur, en par les dits Gaspard Fauteux et son épouse ou leurs représentants fournissant une même lisière de terrain de (4) quatre pieds de large et de (39) trente-neuf pieds de profondeur pour en faire un passage mitoyen de (8) huit pieds de large, lequel passage sera à l'usage commun de l'acquéreur, et des dits Gaspard Fauteux et son épouse ou leurs représentants à perpétuité sans jamais pouvoir l'embarrasser, ni bâtir au-dessus quant à l'acquéreur, car les dits Gaspard Fauteux et son épouse se sont réservés, pour eux et leurs ayant cause, le droit de bâtir sur une largeur de (4) quatre pieds au-dessus du dit passage depuis son extrémité à partir du front d'icelui jusqu'à son extrémité en arrière.

2^o Un lot de terre ou emplacement connu et désigné comme étant le numéro (35) trente-cinq, sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelaga, avec un pâté de maisons, comprenant six logements et autres bâtisses dessus construites, ses circonstances et dépendances, faisant l'encoignure sud-ouest des rues Pantaléon et Marie-Anne ; à distraire cependant du lot de terre sus-décrit, une lisière de

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } Superior Court.
 No. 113.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgement of the superior court, sitting in the city and district of Montreal, on the twenty-eighth day of June, eighteen hundred and ninety-nine (1899), in a case in which Joseph Daigneau, of the city and district of Montreal, clerk, is plaintiff, and Ernest Godbout, as well personally in his quality of legatee of the said late Siméon Godbout, as in his quality of fiduciary legatee and administrative of the moveable and immoveable properties of the succession of the late Siméon Godbout, his father, and dame Exilia Royer, as well in her quality of tutrix for her minor children, Wilfrid Godbout and Raoul Godbout, legatees of the late Siméon Godbout, as in her quality of usufructuary of the moveable and immoveable properties of the said late Siméon Godbout, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveable properties designated as follows, to wit :

1. A parcel of land situated in Saint-Jean-Baptiste ward, in the city of Montreal, forming the south-west part of lot eighty-four (84), on the official plan and in the book of reference on the incorporated village of Saint Jean-Baptiste, of which number the said parcel of land is a party containing the said parcel of land, in all thirty-seven (37) feet in front by seventy (70) feet in depth, more or less, english measure ; bounded in front by Saint Jean-Baptiste street, now Duluth avenue, in rear by the property of the representatives of Charles Thuot, on one side by the balance of the northern part of the said lot number eighty-four (84), the property of Gaspard Fauteux and his wife or representatives, and on the other side by the property of Joseph Paré, with a rough stone house and other buildings thereon erected, with the agreement that the purchaser shall leave on the north side of the said parcel of land sold a strip of land of four feet in width and thirty-nine feet in depth, on condition, that the said Gaspard Fauteux and his wife or their representatives leave also an equal strip of land of four feet in width and of a like depth of thirty-nine (39) feet for the purpose of creating a mitoyen passage of eight (8) feet in width, which passage shall be for the common use of the purchaser, and the said Gaspard Fauteux and his wife or their representatives in perpetuity without the right on the part of the purchaser to obstruct or to build on or over it, the said Gaspard Fauteux and his wife having reserved for themselves and their assigns the right to build over the said passage to the extent of four (4) feet from one end to the other.

2. A lot of land known and designated as lot number thirty-five (35), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, county of Hochelaga—with a block of six tenements and other buildings thereon erected, situated on the south-western corner of Pantaléon and Marie-Anne street ; less, however, a strip of land of about ten (10) feet in the rear of said lot, that

terrain d'environ dix pieds en arrière d'icelui, c'est-à-dire toute cette partie de terrain qui se trouve être en arrière du côté ouest de la ligne de division des lots de terre numéros (30 et 37) trente et trente-sept, des dits plan et livre de renvoi officiels, la dite lisière de terrain étant réservée par Euchariste Leclair, en vertu d'un acte de vente par ce dernier à un nommé A. N. Fauteux, devant Amable Archambault, notaire, le 26 juin 1891, et dûment enregistré.

3o Un emplacement de (25) vingt-cinq pieds de largeur sur (70) soixante et dix pieds de profondeur, situé dans le quartier St-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, et composé : 1o d'une lisière de terre formant partie du lot numéro (1244) douze cent quarante-quatre, de la subdivision du lot numéro (15) quinze, aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Jean-Baptiste, contenant (5) cinq pieds de largeur sur (70) soixante et dix pieds de profondeur ; borné en front au nord-est par l'avenue Laval, en arrière par la ruelle ci-après désignée, du côté nord-ouest par le lot ci-après décrit, et du côté sud-est par le résidu du dit lot numéro 1244 ; 2o du lot de terre connu et désigné sous le numéro (1243) douze cent quarante-trois, de la subdivision du lot numéro (15) quinze, aux dits plan et livre de renvoi officiels ; borné en front au nord-est par l'avenue Laval, en arrière par une ruelle connue et désignée sous le numéro (1262) douze soixante et deux, de la dite subdivision, du côté sud-est par le lot numéro (1244) douze cent quarante-quatre, et du côté nord-ouest par le lot numéro (1242) douze cent quarante-deux, de la dite subdivision, avec droit de passage dans la dite ruelle en commun avec tous autres y ayant droit—avec une maison de brique solide à trois étages et autres dépendances y érigées.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME jour de NOVEMBRE (1899) mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal, chambre numéro 31, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties intéressées de déposer ou produire les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

LAVALLEE, LAVALLEE &
LAVALLEE.

Avocats du demandeur.

Montréal, 26 septembre 1899. 3381
[Première publication, 30 septembre 1899.]

is to say all that parcel of land which is in the rear of the western side of the line of division of the lots of land number thirty and thirty-seven (30 and 37), of the said official plan and in the book of reference, said strip of land being reserved by Euchariste Leclair, under and by virtue of a certain deed of sale from the latter to one A. N. Fauteux, passed before Amable Archambault, notary, the (26) twenty-sixth of June, 1891, and duly registered.

3. A piece of land of twenty-five (25) feet in width by seventy (70) feet in depth, situated in the Saint-Jean-Baptiste ward, city of Montreal, and composed : 1. of a strip of land forming a part of lot number twelve hundred and forty-four (1244), of the subdivision of lot number fifteen (15), on the official plan and in the book of reference of the said village of Saint-Jean-Baptiste, containing five feet in width by seventy feet in depth ; bounded in front on the north-east by Laval avenue, in rear by the lane hereafter designated, on the north-western side by the lot hereafter described, and on the south-eastern side by the balance of the said lot number twelve hundred and forty-four (1244) ; 2. of a lot of land known and designated as number twelve hundred and forty-three (1243), of the subdivision of lot number fifteen (15), in the official plan and in the book of reference aforesaid ; bounded in front on the north-east by Laval avenue, in the rear by the lane known as number twelve hundred and sixty-two (1262), of the said subdivision, on the south-eastern side by lot number twelve hundred and forty-four (1244), and on the north-western side by lot number twelve hundred and forty-two (1242), of the said subdivision, with the right of passage in the said lane in common with others—with a solid brick house of three stories and other buildings thereon erected.

The aforesaid described immovable shall be put up at sale and adjudicated to the last and highest bidder, on the TENTH day of NOVEMBER, 1899, in open court, in the court room number 31, in the court house, in the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions prescribed in the " cahier des charges " deposited in the office of the prothonotary of the said court, and that all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw in connection with the said licitation must be deposited to the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and all opposition for payment must be deposited within the six days after adjudication ; and upon default of the parties interested to file the said opposition within the delays fixed by these presents, they shall be foreclosed from filing the same.

LAVALLEE, LAVALLEE &
LAVALLEE.

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 26th September, 1899. 3382
[First published, 30th September, 1899.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.*

Arthabaska, à savoir : } **DAVID EPIREM**
 No 275. } **BRUNEAU, Dem-**
 demandeur ; vs **JOSEPH NEAULT, Défendeur.**

Une terre sise et située dans le premier rang du canton de Stanfold, connue aux plans et livre de renvoi officiels pour le dit canton, sous le numéro 16 C (No 16 C), du premier rang—avec les constructions qui s'y trouvent.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold le **TRENTE ET UNIEME** jour d'**OCTOBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT.

Bureau du Shérif, Député-Shérif.
 Arthabaskaville, 27 septembre 1899. 3373.
 [Première publication, 30 septembre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Arthabaska.*

Arthabaska, to wit : } **DAVID EPHREM BRU-**
 No. 275. } **NEAU, Plaintiff ; vs**
JOSEPH NEAULT, Defendant.

A piece of land lying and situate in the first range of the township of Stanfold, known on the official plan and book of reference for the said township, under number sixteen C (No. 16 C) of the first rang—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Eusèbe of Stanfold, on the **THIRTY-FIRST** day of **OCTOBER**, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT.

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
 Arthabaskaville, 27th September, 1899. 3374
 [First published, 30th September, 1899.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU MAIRE
FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **LA VILLE D'IBER-**
 No 4. } **VILLE, corps politique**

et incorporé, ayant son siège d'affaires en la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, Demanderesse ; et **JOSEPH W. RYDER**, autrefois de la dite ville d'Iberville, et maintenant de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, saisi.

Un lot de terre sis et situé au côté est de la rue Napier, dans la ville et le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville, sous le numéro huit (No 8), de la contenance de soixante et douze pieds de largeur sur cent vingt-trois pieds de profondeur—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Saint-Jean, 16th octobre 1899. 3651
 [Première publication, 21 octobre 1899.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MAYOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **THE TOWN OF IBER-**
 No. 4. } **VILLE, body politic**

and incorporated, having its seat of business in the town of Iberville, in the district of Iberville, Plaintiff ; and **JOSEPH W. RYDER**, formerly of the said town of Iberville, and now of the city of Toronto, in the province of Ontario, seized.

A lot of land lying and situate on the east side of Napier street, in the town of Iberville, district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town, under the number eight (No. 8), containing seventy-two feet in width by one hundred and twenty-three feet in depth—without buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, on the **TWENTY-SECOND** day of **NOVEMBER** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Saint Johns, 16th October, 1899. 3652
 [First published, 21st October, 1899.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu le vingt-deuxième jour de juin 1898, à dix heures de l'avant-midi, à Sainte-Elizabeth, aura lieu à **DIX** heures de l'avant-midi, le **TRENTIEME** jour d'**OCTOBRE** 1899, à Sainte-Elizabeth.

FIERI FACIAS DE TERRIS*Cour de Circuit—Joliette.*

Joliette, à savoir : } **JEAN NOÉ PRUDHOMME,**
 No 4771. } **écuyer, Demandeur ; contre**
PIERRE MARION, Défendeur.

1° Une partie du lot de terre numéro cinquante-

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present cause, which should have taken place on the twenty-second day of June, 1898, at ten of the clock in the forenoon, at Sainte Elizabeth, will take place at **TEN** of the clock in the forenoon, on the **THIRTIETH** day of **OCTOBER**, 1899, at Sainte Elizabeth.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court—Joliette.*

Joliette, to wit : } **JEAN NOÉ PRUDHOMME,**
 No. 4771. } **Esquire, Plaintiff ; against**
PIERRE MARION, Defendant.

1. A part of the lot of land number fifty-five (55),

cinq (55), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Elizabeth; tenant en front au chemin de la Reine, en profondeur à la rivière Lachaloupe, d'un côté au No 54, et de l'autre côté partie à Joseph Marion et partie au lot No 56.

2° Le lot de terre numéro cinquante-six (56), des dits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Sainte-Elizabeth.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif,
Joliette, 3 octobre 1899.

Shérif.
3455-2

[Première publication, 7 octobre 1899.]

of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Sainte Elizabeth; bounded in front by the Queen's road, in depth by the river Lachaloupe, on one side by No. 54, and on the other side partly by Joseph Marion and partly by lot No. 56.

2. Lot number fifty-six (56), of the said official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Sainte Elizabeth.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 3rd October, 1899.

Sheriff.
3456

[First published, 7th October, 1899.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B)
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAVID H. HALSTEAD**,
No 385. } **Des-qualité**, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de **EDMUND GUERIN**, avocat, du même lieu, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu, à mon bureau, en la cité de Montréal, à onze heures de l'avant-midi, le quatrième jour d'août dernier (1899), aura lieu à **ONZE** heures de l'avant-midi, à mon bureau, en la cité de Montréal, le **SEIZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 octobre 1899.

Député-Shérif.
3897

[Première publication, 21 octobre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (C)
District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **FRANK SCOTT** ES-QUALITÉ,
No. 1247. } **Des** cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de **DEMOISELLE MARY ELLEN GUERIN**, du même lieu, Défenderesse.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu, à mon bureau, en la cité de Montréal, à deux heures de l'après-midi, le vingtième jour de septembre dernier (1899), aura lieu à **DIX** heures de l'avant-midi, à mon bureau, en la dite cité de Montréal, le **QUINZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif,
Montréal, 18 octobre 1899.

Député Shérif.
3695

[Première publication, 21 octobre 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **MOSES VINEBERG**,
No 1666. } **M** marchand, des cité et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de **A. VILLANE**, de la ville de Outremont, dans le district de Montréal, Défendeur ; dans laquelle cause Griffith J. Richard, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal, A. Thurber, de Longueuil, dans le district de Montréal, et Douglas John Thompson et John Blacklock, tous deux des cité et district de Montréal, marchands, y faisant affaires comme tels, sous les nom et raison de Blacklock & Compagnie, étaient défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, A. Villané, le lot de terre suivant, savoir :

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS (B)
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAVID H. HALSTEAD**,
No. 385. } **Des-quality**, of the city and district of Montreal, plaintiff ; against the lands and tenements of **EDMUND GUERIN**, advocate, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this cause, which should have taken place, at my office, in the city of Montreal, at eleven of the clock in the forenoon, on the fourth day of August last (1899), will take place at **ELEVEN** of the clock in the forenoon, at my office, in the city of Montreal, on the **SIXTEENTH** day of **NOVEMBER** next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office,
Montreal, 18th October, 1899.

Deputy Sheriff.
3698

[First published, 21st October, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. (C)
District of Montreal.

Montreal, to wit : } **FRANK SCOTT**, ES QUALITY,
No. 1247. } **Des** of the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **DEMOISELLE MARY ELLEN GUERIN**, of the same place, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, which should have taken place at my office, in the city of Montreal, at two of the clock in the afternoon, on the twentieth day of September last (1899), will take place at **TEN** of the clock in the forenoon, at my office, in the said city of Montreal, on the **FIFTEENTH** day of November next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office,
Montreal, 18th October, 1899.

Deputy Sheriff.
3696

[First published, 21st October, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **MOSES VINEBERG**,
No. 1666. } **M** of the city and district of Montreal, merchant, Plaintiff ; against the lands and tenements of **A. VILLANE**, of the town of Outremont, in the district of Montreal, Defendant ; in which case Griffith J. Richard, of the town of Lachine, in the district of Montreal, A. Thurber, of Longueuil, in the district of Montreal, and Douglas John Thompson and John Blacklock, both of the city and district of Montreal, merchants, and there doing business as such, under the firm name and style of Blacklock & Company, were defendants.

Seized as belonging to the said defendant, A. Villané, the following lot of land, to wit :

Un lot de terre sis et situé en la ville d'Outremont ; borné en front par l'avenue Wiseman, connu et désigné comme subdivision numéro un (1), de la subdivision numéro cinquante-deux (52), du lot originaire numéro trente-six (36), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, lequel lot est de forme irrégulière et contient cinq mille huit cent quatre-vingt-quatorze pieds (5894) en superficie, plus ou moins, et mesure anglaise — et avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif,
Montréal, 26 septembre 1899. 3359
[Première publication, 30 septembre 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal. Demanderesse ; contre les terres et tenements de L'HONORABLE JOHN JAMES GUERIN, de la cité de Montréal, dit district, docteur en médecine, Défendeur.

1° Trois lots de terre vacants, sis et situés en la cité de Montréal, dans le quartier d'Hochelaga, bornés en front par la rue Ste-Catherine, connus et désignés comme subdivisions quatre cent vingt-six, quatre cent vingt-cinq et quatre cent vingt-sept (426, 425 et 427), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

2° Vingt-six autres lots de terre vacants, sis et situés au même lieu ; bornés en front par la rue Nicolet, connus et désignés comme subdivisions quatre cent quarante-six, quatre cent quarante-sept, quatre cent quarante-huit, quatre cent quatre-vingt-dix-neuf, cinq cents, cinq cent quarante-sept, cinq cent quarante-huit, six cent vingt-trois, six cent vingt-quatre, six cent vingt-cinq, six cent vingt-six, six cent vingt-sept, six cent vingt-huit, six cent quatre-vingt-neuf, six cent quatre-vingt-dix, six cent quatre-vingt-onze, six cent quatre-vingt-douze, six cent quatre-vingt-treize, sept cent cinquante-quatre, sept cent cinquante-cinq, sept cent cinquante-six, sept cent cinquante-sept, sept cent cinquante-huit, huit cent vingt-quatre, huit cent vingt-cinq et huit cent vingt-six (446, 447, 448, 499, 500, 547, 548, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 689, 690, 691, 692, 693, 754, 755, 756, 757, 758, 824, 825 et 826), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

3° Huit autres lots de terre vacants sis et situés au même lieu ; bornés en front par la rue Stadacona, connus et désignés comme subdivisions quatre cent trente-sept, quatre cent trente-huit, quatre cent trente-neuf, quatre cent soixante-un, quatre cent soixante-deux, quatre cent soixante-trois, quatre cent soixante-treize et quatre cent soixante-quatorze, (437, 438, 439, 461, 462, 463, 473 et 474), du lot numéro (23) vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

4° Un autre lot de terre vacant sis et situé au même lieu, connu et désigné comme subdivision quatre cent soixante-douze (472), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, et borné comme suit : au nord-est, par la subdivision quatre cent

A lot of land situate and being in the town of Outremont ; bounded in front by Wiseman avenue, known and described as subdivision number one (1), of the subdivision number fifty-two (52), of the original lot number thirty-six (36), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, which lot is of irregular shape and contains five thousand eight hundred and ninety-four (5894) in area, more or less, and english measure— with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Sheriff,
Montreal, 26th September, 1899. 3360
[First published, 30th September, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, a body politic and corporate, having their principal place of business at the city of Montreal, in the district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of the HONORABLE JOHN JAMES GUERIN, of the city of Montreal, said district, doctor of medicine, Defendant.

1° Three vacant lots of land situate and being in the city of Montreal, in Hochelaga ward ; bounded in front by Sainte Catherine street, known and described as subdivisions four hundred and twenty-six, four hundred and twenty-five and four hundred and twenty-seven, (426, 425 and 427), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

2° Twenty-six other vacant lots of land situate and being at the same place ; bounded in front by Nicolet street, known and described as subdivisions four hundred and forty-six, four hundred and forty-seven, four hundred and forty-eight, four hundred and ninety-nine, five hundred, five hundred and forty-seven, five hundred and forty-eight, six hundred and twenty-three, six hundred and twenty-four, six hundred and twenty-five, six hundred and twenty-six, six hundred and twenty-seven, six hundred and twenty-eight, six hundred and eighty-nine, six hundred and ninety, six hundred and ninety-one, six hundred and ninety-two, six hundred and ninety-three, seven hundred and fifty-four, seven hundred and fifty-five, seven hundred and fifty-six, seven hundred and fifty-seven, seven hundred and fifty-eight, eight hundred and twenty-four, eight hundred and twenty-five and eight hundred and twenty-six, (446, 447, 448, 499, 500, 547, 548, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 689, 690, 691, 692, 693, 754, 755, 756, 757, 758, 824, 825 and 826), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

3. Eight other vacant lots of land situate and being at the same place ; bounded in front by Stadacona street, known and described as subdivisions four hundred and thirty-seven, four hundred and thirty-eight, four hundred and thirty-nine, four hundred and sixty-one, four hundred and sixty-two, four hundred and sixty-three, four hundred and seventy-three and four hundred and seventy-four (437, 438, 439, 461, 462, 463, 473 and 474), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

4. Another vacant lot of land situate and being at the same place, known and described as subdivision four hundred and seventy-two (472), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and bounded as follows : on the north

soixante-treize (473), du lot numéro vingt-trois (23), au sud-est par la rue Stadacona; au sud-ouest par la rue Chambly, et au nord-ouest par une ruelle.

5° Vingt-huit autres lots de terre vacants sis et situés au même lieu; bornés en front par la rue Chambly, connus et désignés comme subdivisions quatre cent quatre-vingt-huit, quatre cent quatre-vingt-neuf, cinq cent trente-cinq, cinq cent trente-six, cinq cent quatre-vingt-dix, cinq cent quatre-vingt-onze, cinq cent quatre-vingt-douze, cinq cent quatre-vingt-treize, cinq cent quatre-vingt-quatorze, cinq cent quatre-vingt-quinze, six cent quarante-deux, six cent soixante-trois, six cent soixante-quatre, six cent soixante-cinq, six cent soixante-six, six cent soixante-sept, sept cent quarante-un, sept cent quarante-deux, sept cent quarante-trois, sept cent quarante-quatre, sept cent quarante-cinq, sept cent quarante-six, sept cent quarante-sept, huit cent huit, huit cent neuf, huit cent dix, huit cent onze et huit cent douze (488, 489, 535, 536, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 642, 663, 664, 665, 666, 667, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 808, 809, 810, 811 et 812), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

6° Un autre lot de terre vacant sis et situé au même lieu, connu et désigné comme subdivision sept cent quatre-vingt-treize (793), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, et borné comme suit: au nord-est par la subdivision sept cent quatre-vingt-quatorze (794), du dit lot numéro vingt-trois (23), au sud-est par la rue Sherbrooke, au sud-ouest par la rue Chambly, et au nord-ouest par une ruelle.

7° Cinq autres lots de terre vacants sis et situés au même lieu; bornés en front par la rue Duquette, connus et désignés comme subdivisions cinq cent treize, cinq cent quatorze, cinq cent quinze, cinq cent vingt-trois et cinq cent vingt-quatre (513, 514, 515, 523 et 524), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

8° Un autre lot de terre vacant sis et situé au même lieu, connu et désigné comme subdivision cinq cent seize (516), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, et borné comme suit: au nord-est par la rue Nicolet, au sud-est par une ruelle; au sud-ouest par la subdivision cinq cent quinze (515), du dit lot numéro vingt-trois (23), et au nord-ouest par la rue Duquette.

9° Cinq autres lots de terre vacants, sis et situés au même lieu; bornés en front par la rue Ontario, connus et désignés comme subdivisions cinq cent cinquante-six, cinq cent cinquante-sept, cinq cent cinquante-huit, cinq cent soixante-douze et cinq cent soixante-treize (556, 557, 558, 572 and 573), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

10° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu, connu et désigné comme subdivision cinq cent soixante-quatorze (574), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, et borné comme suit: au nord-est par la rue Nicolet, au sud-est par la rue Ontario, au sud-ouest par la subdivision cinq cent soixante-treize (573), et au nord-ouest par une ruelle.

11° Six autres lots de terre vacants, sis et situés au même lieu; bornés en front par la rue Forsyth, connus et désignés comme subdivisions six cent trente-quatre, six cent trente-cinq, six cent trente-six, six cent trente-sept, six cent quarante-trois et

east by subdivision four hundred and seventy-three (473), of lot number twenty-three (23), on the south east by Stadacona street, on the south west by Chambly street, and on the north west by a lane.

5. Twenty-eight other vacant lots of land situate and being at the same place; bounded in front by Chambly street, known and described as subdivisions four hundred and eighty-eight, four hundred and eighty-nine, five hundred and thirty-five, five hundred and thirty-six, five hundred and ninety, five hundred and ninety-one, five hundred and ninety-two, five hundred and ninety-three, five hundred and ninety-four, five hundred and ninety-five, six hundred and forty-two, six hundred and sixty-three, six hundred and sixty-four, six hundred and sixty-five, six hundred and sixty-six, six hundred and sixty-seven, seven hundred and forty-one, seven hundred and forty-two, seven hundred and forty-three, seven hundred and forty-four, seven hundred and forty-five, seven hundred and forty-six, seven hundred and forty-seven, eight hundred and eight, eight hundred and nine, eight hundred and ten, eight hundred and eleven and eight hundred and twelve (488, 489, 535, 536, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 642, 663, 664, 665, 666, 667, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 808, 809, 810, 811 and 812), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

6. Another vacant lot of land situate and being at the same place, known and designated as subdivision seven hundred and ninety-three (793), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and bounded as follows: on the north-east by subdivision number seven hundred and ninety-four (794), of the said lot number twenty-three (23), on the south east by Sherbrooke street, on the south west by Chambly street, and on the north west by a lane.

7. Five other vacant lots of land situate and being at the same place; bounded in front by Duquette street, known and described as subdivisions five hundred and thirteen, five hundred and fourteen, five hundred and fifteen, five hundred and twenty-three and five hundred and twenty-four (513, 514, 515, 523 and 524), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

8. Another vacant lot situate and being at the same place, known and designated as subdivision five hundred and sixteen (516), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and bounded as follows: on the north east by Nicolet street, on the south east by a lane, on the south-west by subdivision five hundred and fifteen (515), of the said lot number twenty-three (23), and on the north west by Duquette street.

9. Five other vacant lots of land situate and being at the same place; bounded in front by Ontario street, known and described as subdivisions five hundred and fifty-six, five hundred and fifty-seven, five hundred and fifty-eight, five hundred and seventy-two and five hundred and seventy-three (556, 557, 558, 572 and 573), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

10. Another vacant lot situate and being at the same place, known and described as subdivision five hundred and seventy-four (574), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and bounded as follows: on the north east by Nicolet street, on the south east by Ontario street, on the south west by subdivision five hundred and seventy-three (573), and on the north west by a lane.

11. Six other vacant lots of land situate and being at the same place; bounded in front by Forsyth street, known and described as subdivisions six hundred and thirty-four, six hundred and thirty-five, six hundred and thirty-six, six hundred and

six cent quarante-quatre (634, 635, 636, 637, 643 et 644), du lot numéro vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

12° Six autres lots de terre vacants, sis et situés au même lieu; bornés en front par la rue Hochelaga, connus et désignés comme subdivisions sept cent quatre, sept cent cinq, sept cent six, sept cent sept, sept cent treize et sept cent quatorze (704, 705, 706, 707, 713 et 714), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

13° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu, connu et désigné comme subdivision sept cent douze (712), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, et borné comme suit: au nord-est par la subdivision sept cent treize (713), du dit lot numéro vingt-trois (23), au sud-est par la rue Hochelaga, au sud-ouest par la rue Chambly, et au nord-ouest par une ruelle.

14° Quatre autres lots de terre vacants, sis et situés au même lieu; bornés en front par la rue Sherbrooke, connus et désignés comme subdivisions sept cent quatre-vingt-cinq, sept cent quatre-vingt-six, sept cent quatre-vingt-sept et sept cent quatre-vingt-quatorze (785, 786, 787 et 794), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga.

15° Un autre lot de terre vacant, sis et situé au même lieu, connu et désigné comme subdivision huit cent vingt-trois (823), du lot numéro vingt-trois (23), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, et borné comme suit: au nord-est, par la rue Nicolet, au sud-est par une ruelle, au sud-ouest par une autre ruelle, et au nord-ouest par la subdivision huit cent vingt-quatre (824), du dit lot numéro vingt-trois (23).

Iour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal, 22 septembre 1899.
[Première publication, 30 septembre 1899.]

Shérif.
3343-2

thirty seven, six hundred and forty-three and six hundred and forty-four (634, 635, 636, 637, 643 and 644), of lot number twenty-three, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

12. Six other vacant lots situate and being at the same place; bounded in front by Hochelaga street, known and designated as subdivisions seven hundred and four, seven hundred and five, seven hundred and six, seven hundred and seven, seven hundred and thirteen and seven hundred and fourteen (704, 705, 706, 707, 713 and 714), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

13° Another vacant lot of land situate and being at the same place, known and designated as subdivision seven hundred and twelve (712), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and bounded as follows: on the north east by subdivision seven hundred and thirteen (713), of the said lot number twenty-three (23), on the south east by Hochelaga street, on the south west by Chambly street, and on the north west by a lane.

14° Four other vacant lots of land situate and being at the same place; bounded in front by Sherbrooke street, known and described as subdivisions seven hundred and eighty-five, seven hundred and eighty-six, seven hundred and eighty-seven and seven hundred and ninety-four, (785, 786, 787 and 794), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga.

15. Another vacant lot of land situate and being at the same place, known and designated as subdivision eight hundred and twenty-three (823), of lot number twenty-three (23), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and bounded as follows: on the north east by Nicolet street, on the south east by a lane, on the south west by another lane, and on the north west by subdivision number eight hundred and twenty-four (824), of said lot number twenty-three (23).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU, Sheriff's Office
Montreal, 22nd September, 1899.
[First published, 30th September, 1899.]

Sheriff.
3344

FIERI FACIAS DE TERRIS "B"

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } L'INSTITUTION ROYALE
No 1755. } POUR L'AVANCEMENT
DES SCIENCES, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; contre les terres et tenements de ALPHONSE PALLASCIO, des cité et district de Montréal, marchand de quincaillerie, dame Marguerite Picard, du même lieu, veuve de feu Guillaume Pallascio, en son vivant de la dite cité de Montréal, entrepreneur, tant en son nom que comme ayant été commune en biens avec lui et aussi comme légataire usufruitière universelle en vertu de son testament. Dame Marguerite Pallascio, de la dite cité de Montréal, veuve de feu Charles A. Laporte, de la dite cité de Montréal, médecin, Petrus Pallascio, ci-devant de Détroit, dans l'Etat de Michigan, un des Etats-Unis d'Amérique, commis, maintenant de la dite cité de Montréal, et encore le dit Alphonse Pallascio, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Joseph Alphonse, Frédéric, Léopold, Marie Clara, Marie Diana et Edmond Pallascio, tous enfants mineurs, issus du mariage de feu Jean-Baptiste Pallascio, en son vivant de la dite cité de Montréal, constructeur et entrepreneur, décédé, avec

FIERI FACIAS DE TERRIS "B"

District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE ROYAL INSTITUTION
No 1755. } FOR THE ADVANCEMENT OF LEARNING, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of ALPHONSE PALLASCIO, of the city and district of Montreal, hardware merchant, Dame Marguerite Picard, of the same place, widow of the late Guillaume Pallascio, in his lifetime of the said city of Montreal, contractor, as well in her own name, as having been common as to property with him, and also as universal usufructuary legatee under his will. Dame Marguerite Pallascio, of the said city of Montreal, widow of the late Charles A. Laporte, of the said city of Montreal, physician, Petrus Pallascio, formerly of Detroit, in the State of Michigan, one of the United States of America, clerk, now of the said city of Montreal, and again the said Alphonse Pallascio, in his quality of tutor duly appointed to Joseph Alphonse, Frederick, Leopold, Marie Clara, Marie Diana and Edmund Pallascio, all minor children, issue of the marriage of the late Jean Baptiste Pallascio, in his lifetime of the said city of Montreal, builder and con-

Dame Exilda Benard, son épouse, maintenant aussi décédée, le dit feu Jean-Baptiste Pallascio, Alphonse Pallascio, Dame Marguerite Pallascio et Petrus Pallascio, étant quatre des cinq légataires universels du dit feu Guillaume Pallascio, en vertu du dit testament, et le dit Jean-Baptiste Pallascio et ses héritiers et Alphonse Pallascio étant dans les droits de Joseph Pallascio, le cinquième et dernier légataire en vertu du dit testament, et la dite Dame Marguerite Pallascio et Alphonse Pallascio, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du dit feu Guillaume Pallascio, en vertu de son dit testament, Défendeurs.

1o Saisi comme appartenant à Alphonse Pallascio, l'immeuble suivant, à savoir :

5o Un morceau de terre, de forme irrégulière, contenant environ 8,592 pieds en superficie, et situé sur les rues Saint-Jacques et Windsor, dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal; borné comme suit, à savoir : en front, du côté sud-est, par la rue Saint-Jacques, où il mesure 63 pieds 11 pouces à une profondeur de 89 pieds et 6 pouces, et de là, par le lot connu sous le numéro 724, des plan et livre de renvoi du dit quartier Saint-Antoine; du côté nord-ouest, où il mesure 120 pieds 5 pouces, par partie des lots connus sous les numéros 723 et 726, des dits plan et livre de renvoi; du côté sud-ouest, partie par la rue Windsor, où il mesure 20 pieds et 2 pouces, et partie par le dit lot numéro 724, où il mesure 89 pieds six pouces; du côté nord-est, où il mesure 114 pieds par le lot numéro 729, des dits plan et livre de renvoi—avec la bâtisse en briques connue comme hôtel Carlslake sus-érigée. Le dit morceau de terre comprenant, premièrement : le lot connu sous le numéro sept cent vingt-cinq (725), des dits plan et livre de renvoi; deuxièmement : la partie sud-est du lot numéro sept cent vingt-six (726), des dits plan et livre de renvoi; la dite partie étant bornée au bout nord-est, et où elle mesure 25 pieds, par le lot numéro 729, des dits plan et livre de renvoi, au bout sud-ouest, où elle mesure 18 pieds, par le lot numéro 723, des dits plan et livre de renvoi, du côté sud-est, par le lot numéro 725, et du côté nord-ouest où elle mesure 63 pieds 11 pouces, par le résidu du dit lot numéro 726, et troisièmement : la partie sud-est du lot numéro sept cent vingt-trois (723), des dits plan et livre de renvoi; la dite partie étant bornée en front par la rue Windsor, où elle mesure 20 pieds 2 pouces; en arrière, où elle mesure 25 pieds 3 pouces, partie par la partie du lot numéro 726, ci-dessus décrite, et partie par le dit lot 725; du côté sud-est par le dit lot numéro 724, et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot 723, où elle mesure 56 pieds 6 pouces. Le tout mesure anglaise, plus ou moins, et tel qu'il apparaît sur le plan d'icelui, fait par Jos. Rielle, A. P., daté le 5 juin 1899, et de record dans son bureau.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble sus-mentionné, saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu, à dix heures, à mon bureau, en la cité de Montréal, le septième jour de septembre (1899), aura lieu le DEUXIÈME jour de NOVEMBRE pro-

tractor, deceased, with Dame Exilda Benard, his wife, now also deceased, the said late Jean Baptiste Pallascio, Alphonse Pallascio, Dame Marguerite Pallascio and Petrus Pallascio, being four of the five residuary legatees of the said late Guillaume Pallascio, under said will, and the said Jean Baptiste Pallascio and his heirs, and Alphonse Pallascio, being in the rights of Joseph Pallascio, the fifth and remaining legatee under the said will, and the said Dame Marguerite Pallascio and Alphonse Pallascio in their capacity of testamentary executors of the said late Guillaume Pallascio, under his said will, Defendants.

1. Seized as belonging to Alphonse Pallascio, the following immovable, to wit :

5. A piece of land, of irregular figure, containing about 8,592 feet in superficies, and situate on Saint James and Windsor streets, in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal; butted and bounded as follows, viz : in front, on the south east side, by Saint James street, where it measures 63 feet 11 inches to a depth of 89 feet 6 inches, and thence by the lot known as number 724, of the plan and book of reference, of the said Saint Antoine ward; on the north west side, where it measures 120 feet 5 inches by portions of lots known as numbers 723 and 726, of said plan and book of reference; on the south west side, partly by Windsor street, where it measures 20 feet 2 inches, and partly, by the said lot number 724, where it measures 89 feet 6 inches; on the north east side, where it measures 114 feet, by the lot number 729, of said plan and book of reference—with the brick building known as the hotel Carlslake thereon erected. The said piece of land comprising, first : the lot known as number seven hundred and twenty-five (725), of the said plan and book of reference; second : the south eastern portion of the lot number seven hundred and twenty-six (726), of the said plan and book of reference; said portion bounded at the north east end, where it measures 25 feet, by the lot number 729, of said plan and book of reference, at the south west end, where it measures 18 feet, by the lot number 723, of said plan and book of reference; on the south east side, by lot number 725, and on the north west side, where it measures 63 feet 11 inches, by the remainder of said lot number 726; and third : the south east portion of the lot number seven hundred and twenty-three (723), of said plan and book of reference; said portion bounded in front by Windsor street, where it measures 20 feet 2 inches; at the rear, where it measures 25 feet 3 inches, partly by the portion of lot number 726, above described, and partly by said lot 725; on the south east side, by said lot number 724, and on the north west side, by the remainder of said lot 723, where it measures 56 feet 6 inches. The whole english measure, and more or less, and as shown on the plan thereof, made by Jos. Rielle, P. L. S., dated 5th June, 1899, and of record in his office.

Notice is hereby given that the sale of the above mentioned immovable, seized in the present cause, which should have taken place at ten o'clock in the forenoon, at my office, in the city of Montreal, on the seventh day of September (1899), will take place on the

chain, à DIX heures de l'avant-midi, à mon bureau, en la cité de Montréal.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du shérif, Député-shérif.
Montréal, 11 octobre 1899. 3571.
[Première publication, 14 octobre 1899.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **IMELEON LACOURCIER**,
No. 107. } de Maniwaki, dit district,
en sa qualité d'exécuteur sous le testament et dernière volonté de Joseph Comeau, du même lieu, maintenant décédé, Demandeur ; contre les terres et tenements d'ANDREW ROWAN, du canton de Bouchette, dans le dit district. Défendeur, à savoir :

Les lots numéros vingt-huit (28) et trente-sept (37), dans le quatrième rang, et le lot numéro trente-neuf (39), dans le cinquième rang, du canton Bouchette, dans le dit district d'Ottawa—avec les maisons, granges et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le TRENTE ET UNIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Lo dit bref rapportable suivant la loi.

COUTLEE & WRIGHT.

Bureau du shérif, Shérif.
Hull, 26 septembre 1899. 3375.
[Première publication, 30 septembre 1899.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **ALEXANDRE VÉZINA**,
No. 1716. } de la paroisse de Saint-Raymond Nonnat, dans le comté de Portneuf, cultivateur ; contre PIERRE GAUVIN, de la paroisse de l'Ancienne Lorette, dans le comté de Québec, à savoir :

1° Le lot No. 468 (quatre cent soixante-huit), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne Lorette, étant un emplacement situé rang Champigny—avec les bâ'tisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Le droit emphytéotique de Pierre Gauvin, sur le lot No. 469 (quatre cent soixante-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne Lorette, créé par acte authentique passé devant Mre Joseph Laurin, notaire, en date du 3 novembre 1867, pour 50 ans, enregistré le 22 novembre 1876, et dûment renouvelé par acte passé devant Mre P. E. Emile Bélanger, notaire, le 10 mai 1890, et enregistré le 10 juillet de la même année, étant un emplacement situé rang Champigny—circonstances et dépendances.

3° Partie du lot No. 525 (cinq cent vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne

SECOND day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, at my office, in the city of Montreal.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's office Deputy sheriff.
Montreal, 11th October, 1899. 3572
[First published, 14th October, 1899.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **IMELEON LACOURCIER**,
No. 107. } of Maniwaki said district,
in his capacity of executor under the last will and testament of Joseph Comeau, of the same place, now deceased, Plaintiff ; against the lands and tenements of ANDREW ROWAN, of the township of Bouchette, in said district. Defendant, to wit :

Lots numbers twenty-eight (28), and thirty-seven (37), in the fourth range, and lot number thirty-nine (39), in the fifth range of the township of Bouchette, in said district of Ottawa—with the dwellings, barns and other buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the THIRTY-FIRST day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

COUTLEE & WRIGHT.

Sheriff's office, Sheriff.
Hull, 26th September, 1899. 3376.
[First published, 30th September, 1899.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } **ALEXANDRE VEZINA**, of
No. 1716. } the parish of Saint-Raymond Nonnat, in the county of Portneuf, farmer, against PIERRE GAUVIN, of the parish of Ancienne Lorette, in the county of Quebec, to wit :

1. Lot No. 468 (four hundred and sixty-eight) of the official cadastre for the parish of Ancienne Lorette, being a lot situate in the Champigny range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The emphyteutic right of Pierre Gauvin on lot No. 469 (four hundred and sixty-nine) of the official cadastre for the parish of Ancienne Lorette, created by authentic deed passed before Mre Joseph Laurin, notary, dated the 3rd of November 1867, for 50 years, registered on the 22nd of November 1876, and duly renewed by deed passed before Mre P. E. Emile Bélanger, notary, on the 10th of May, 1890, and registred on the 10th of July of that year, being a lot situate in the Champigny range—circumstances and dependencies.

3. Part of lot No. 525 (five hundred and twenty-five), of the official cadastre for the parish of Ancien-

Joro borné au nord à Pierre Robitaille, au sud à P. Joseph Jean Robitaille, au nord-est à Jacques Gauvin, au sud-ouest à Jean Robitaille, étant un lopin de terre situé rang Champigny—circonstances et dépendances.

4° Le lot No. 529 (cinq cent vingt-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne Lorette, étant un emplacement situé rang Champigny—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de l'Ancienne Lorette, comté de Québec, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 18 octobre 1899. Shérif, 3667
[Première publication, 21 octobre 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ALPHONSE GREGOIRE, No 1724. } de Québec, mécanicien ; contre PIERRE GAUVIN, de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, dans le comté de Québec, à savoir :

Le lot No 507 (cinq cent sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au sud du Lac, chemin Létrière—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Augustin, comté de Portneuf, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Québec, 18 octobre 1899. Shérif, 3669
[Première publication, 21 octobre 1899.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Court de Circuit—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } PIERRE LOUIS DESCHENE-NEAUX, cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame de Pierreville, dans le district de Richelieu, Demandeur ; CHARLES GRANDMONT, de la dite paroisse de Notre-Dame de Pierreville, dans le dit district de Richelieu, Défendeur.

Un morceau de terre situé au village de la paroisse de Notre-Dame de Pierreville, sur la rue principale, étant le lot numéro mille soixante et dix-neuf (No 1079), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas de Pierreville—sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Pierreville, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 18 octobre 1899. Shérif, 3691
[Première publication, 21 octobre 1899.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ne Lorette ; bounded on the north by Pierre Robitaille, on the south by Pierre Joseph Jean Robitaille, on the north east by Jacques Gauvin, on the south west by Jean Robitaille, being a lot situate in the Champigny range—circumstances and dependencies.

4. Lot No. 529 (five hundred and twenty nine), of the official cadastre for the parish of Ancienne Lorette, being a lot situate in the Champigny range—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Ancienne Lorette, county of Québec, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office, Québec, 18th October, 1899. Sheriff, 3668
[First published, 21st October, 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } ALPHONSE GREGOIRE, of No. 1724. } Québec, machinist ; against PIERRE GAUVIN, of the parish of Ancienne Lorette, in the county of Québec, to wit :

Lot No. 507 (five hundred and seven), of the official cadastre for the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, being a land situate on the south of the Lake, Letrière road—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Augustin, county of Portneuf, on the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock beforenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff Office, Québec, 18th October, 1899. Sheriff, 3670
[First published, 21st October, 1899.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Circuit Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } PIERRE LOUIS DESCHENE-NEAUX, farmer, of the parish of Notre Dame de Pierreville, in the district of Richelieu, Plaintiff ; CHARLES GRANDMONT, of the said parish of Notre Dame de Pierreville, in the said district of Richelieu, Defendant.

A piece of land situate in the village of the parish of Notre Dame de Pierreville, on the main street, being lot number one thousand and seventy-nine (No. 1079), of the official cadastre for the parish of Saint Thomas de Pierreville—without building.

To be sold at the parochial church door of the parish of Notre Dame de Pierreville, on the TWENTY-SECOND day of the month of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 18th October, 1899. Sheriff, 3692
[First published, 21st October, 1899.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Rimouski.

Canada, } **J E A N B A P T I S T E**
Province de Québec, } **E M I L E D' A N J O U**, de
District de Rimouski. } la paroisse de Sainte-Luce,
No. 2516. } marchand, Demandeur ; vs
J O S E P H B R I S S O N, fils d'Alexandre, de la
paroisse de Saint-Anaclet, cultivateur, Défendeur,
savoir :

1° Une terre située au premier rang du canton Neigette, paroisse de Saint-Anaclet, contenant soixante-treize acres en superficie, plus ou moins ; bornée au nord à la seigneurie, au sud à la rivière Neigette, à l'est à Hubert Ruest, à l'ouest à Joseph Couture—avec bâtisses, étant connue sous le numéro trente-trois (33), du cadastre officiel pour le canton Neigette, paroisse de Saint-Anaclet.

2° Une autre terre située dans le deuxième rang du dit canton Neigette, contenant quatre arpents et demi de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins ; bornée au nord au premier rang, au sud au troisième rang, à l'est à Joseph Huart, et à l'ouest à Pierre Brisson, le dit terrain portant le numéro dix-neuf (19), du dit canton—sans bâtisses.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anaclet, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALFRED MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Rimouski, 16 octobre 1899. 3707
[Première publication, 21 octobre 1899.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, pour le comté de Stanstead, à Coaticook.

Saint-François, à savoir : } **F R A N C I S H. N U N N S**,
No 4409. } commerçant, de la ville
de Coaticook, dans le district de Saint-François,
Demandeur ; contre les terres et tenements de
RUSSELL M. WOODARD et **BERTON O. WOODARD**,
ci-devant de la ville de Norton, dans
l'État du Vermont, un des États-Unis d'Amérique,
et y faisant affaires en société sous les nom et raison
de **R. M. Woodard & Co.**, maintenant de lieux
inconnus, Défendeurs, à savoir :

1° Un lot de terre sis et situé dans le canton de Barford, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme lot numéro six (No 6), dans le premier rang, sur le plan cadastral et dans le livre de renvoi officiels du dit canton, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre situé dans le dit canton de Barford, contigu au lot ci-dessus en premier lieu décrit, connu et désigné comme lot numéro sept (No 7), dans le dit premier rang, sur le plan cadastral et dans le livre de renvoi officiel du dit canton de Barford, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes circonstances et dépendances.

Pour être vendu, le lot de terre en premier lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Herménégilde, dans le dit canton de Barford, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et le lot en deuxième lieu décrit, pour être vendu à la porte de l'église de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—Rimouski.

Canada, } **J E A N - B A P T I S T E**
Province of Québec, } **E M I L Y D' A N J O U**, of
District of Rimouski. } the parish of Sainte Luce,
No. 2516. } merchant, Plaintiff ; vs
J O S E P H B R I S S O N, son of Alexandre, of the
parish of Saint Anaclet, farmer, Defendant, to wit :

1. A land situate in the first range of the township Neigette, parish of Saint Anaclet, containing seventy-three acres in area, more or less ; bounded on the north by the seigniorie, on the south by the river Neigette, on the east by Hubert Ruest, on the west by Joseph Couture—with buildings, being known as number thirty-three (33), of the official cadastre for the township Neigette, parish of Saint Anaclet.

2. Another land situate in the second range of the said township Neigette, containing four arpents and a half in front by thirty arpents in depth, more or less ; bounded on the north by the first range, on the south by the third range, on the east by Jos. Huart, and on the west by Pierre Brisson, said land being number nineteen (19), of the said township—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anaclet, on the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER, one thousand eight hundred and ninety-nine, at TEN o'clock in the forenoon. Said warrant returnable according to law.

ALF. MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, 16th October, 1899. 3703
[First published, 21st October, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, for the county of Stanstead, at Coaticook.

Saint Francis, to wit : } **F R A N C I S H. N U N N S**,
No. 4409. } trader, of the town of
Coaticook, in the district of Saint Francis, Plaintiff ;
against the lands and tenements of **RUSSELL M. WOODARD** and **BERTON O. WOODARD**, heretofore of the town of Norton, in the State of Vermont, one of the United States of America, and there doing business in co-partnership under the firm, name and style of **R. M. Woodard & Co.**, presently in parts unknown, Defendants, to wit :

1. A lot of land situate and being in the township of Barford, in the district of Saint Francis, known and described as lot number six (No. 6), in the first range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township, containing two hundred acres of land in superficies, more or less—with all the appurtenances thereunto belonging.

2. A lot of land situate in the said township of Barford, contiguous to the lot above firstly described, known and designated as the lot number seven (No. 7), in the said first range, on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Barford, containing two hundred acres of land in superficies, more or less—with all the appurtenances thereunto belonging.

To be sold, the lot of land firstly described, at the church door of the parish of Saint Herménégilde, in the said township of Barford, on the TWENTY-FIRST day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lot secondly described, to be sold at the church door of the parish of Sainte

la paroisse de Sainte-Suzanne de Boundary Line, le
MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 18 octobre 1899. 3689
[Première publication, 21 octobre 1899.]

Suzanne de Boundary Line, on the SAME DAY, at
THREE of the clock in the afternoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 18th October, 1899. 3690
[First published, 21st October, 1899.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, }
Province de Québec, } **A DELINE MI-**
District de Saint-Hyacinthe. } **NETTE, De-**
No. 123. } **manderesse ; contre**
} **PIERRE ELIE**

LAFARGE, Défendeur.

Un emplacement sis et situé au village d'Upton,
comté de Bagot, sur la rue Sainte-Hélène, connu et
désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le
dit village d'Upton, comme étant le lot numéro
soixante et dix huit (No 78), renfermé dans les
bornes suivantes : en front par le terrain de la Com-
pagnie de chemin de fer du Grand Tronc du Canada,
en profondeur à une rue, d'un côté à la rue Sainte-
Hélène, et de l'autre à un nommé Mercier—avec les
bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Ephrem d'Upton, au village d'Up-
ton, le VINGT-UNIEME jour de NOVEMBRE
prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-
midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 16 octobre 1899. 3657
[Première publication, 21 octobre 1899.]

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
John T. Lyons, Demandeur ;

vs
John Burns, des cité et district de Montréal,
manufacturier, Défendeur.

Avis est par le présent donné que, mardi, le 17me
jour d'octobre 1899, par ordre de cette cour, j'ai été
nommé curateur des biens du dit défendeur, qui en
a fait un abandon judiciaire complet pour le bénéfice
de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être dépo-
sées devant moi sous trente jours de la date de cet
avis.

W. BARCLAY STEPHENS,

Curateur.
Bureau de "The Western Loan and Trust Co., Ltd".
9, rue Saint-Sacrement, Montréal.
Montréal, 17 octobre 1899. 3709

Dans l'affaire de W. H. Polley & Co., de Québec,
Faillite.

Avis est par le présent donné qu'un bordereau de
dividendes, pour la distribution d'un premier divi-
dende, a été préparé dans cette affaire.

Le dit dividende sera payable dans mon bureau,
le 6e jour de novembre prochain.

D. ARCAND,

Curateur.
Québec, 21 octobre 1899. 3701

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective times
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.

Canada, }
Province of Québec, } **A DELINE MI-**
District of Saint Hyacinth. } **NETTE, Plain-**
No. 123. } **diff ; against PIERRE**
} **ELIE LAFARGE,**

Defendant.

A lot of land situate in the village of Upton,
Bagot county, on Sainte Helene street, known and
designated on the official plan and book of refer-
ence for the said village of Upton, as lot number
seventy-eight (No 78) ; bounded as follows : in
front by the land of the Grand Trunk Railway Com-
pany of Canada, in rear by a street, on one side by
Sainte Helene street, and on the other side by one
named Mercier—with the buildings.

To be sold at the door of the parochial church of
the parish of Saint Ephrem d'Upton, at the village
of Upton, on the TWENTY-FIRST day of
NOVEMBER next, at HALF PAST TEN of the
clock in the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 16th October, 1899. 3658
[First published, 21st October, 1899.]

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
John T. Lyons, Plaintiff ;

vs
John Burns, of the city and district of Montreal,
manufacturer, Defendant.

Notice is hereby given that, on Tuesday, the 17th
day of October, 1899, by order of this court, I was
appointed curator to the estate of the said defendant,
who has made a judicial abandonment of all his
assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims to be filed with me within thirty
days from this notice.

W. BARCLAY STEPHENS,

Curator.
Office of the Western Loan & Trust Co. Ltd.,
9 St. Sacrament street, Montreal.
Montreal, 17th October, 1899. 3710

In the matter of W. H. Polley & Co., Quebec,
Insolvents.

Notice is hereby given that a dividend sheet, for
the distribution of a first dividend, has been prepared
in this matter.

The said dividend will be payable at my office, on
the 6th day of November next.

D. ARCAND,

Curator.
Quebec, 21st October, 1899. 3702

Dans l'affaire de Polley & Scott, de Québec,
Faillis.
Avis est par le présent donné qu'un bordereau de dividendes, pour la distribution d'un premier dividende, a été préparé dans cette affaire.
Le dit dividende sera payable dans mon bureau, le 6e jour de novembre prochain.

D. ARCAND,
Curateur.
3703

Québec, 21 octobre 1899.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Calixte LeBeuf, Demandeur ;

vs

Nazaire Commiré, de la ville de Maisonneuve, fondateur, et y faisant affaires seul comme tel sous la raison sociale de "N. Commiré fils & Cie.," Défendeur.

Avis public est par le présent donné que, par ordre de la cour, le 9e jour d'octobre 1899, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur.

Nos. 1598 et 1608, rue Notre-Dame.
Montréal, 14 octobre 1899. 3705

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Rimouski. }
Dans l'affaire de Arsène Côté, de Saint-Fabien, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera payable à notre bureau, No. 48, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 7 novembre 1899.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 18 octobre 1899.

3699

In the matter of Polley & Scott, Quebec, Insolvents.
Notice is hereby given that a dividend sheet, for the distribution of a first dividend, has been prepared in this matter.
The said dividend will be payable at my office, on the 6th day of November next.

D. ARCAND,
Curator.
3704

Quebec, 21st October, 1899.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
Calixte LeBeuf, Plaintiff ;

vs

Nazaire Commiré, of the town of Maisonneuve, founder, and there carrying said business alone, under the name and style of "N. Commiré fils & Co.," Defendant.

Notice is hereby given that, on the 9th day of October, 1899, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within a month.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator.

1598 and 1608, Notre Dame street.
Montreal, 14th October, 1899. 3706

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Rimouski. }
In the matter of Arsène Côté, of Saint Fabien, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that a dividend sheet has been prepared in this matter, and dividend will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, Quebec, on or after the 7th of November, 1899.

Any opposition to the said dividend must be filed before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 18th October, 1899.

3700

*Index de la Gazette Officielle de
Québec, No. 42*

ANNEXION DE MUNICIPALITÉS : — Demande d' : — Divers lots de Saint-Alphonse et Saint-Ambroise de Kildare à Sainte-Beatrix, comté de Joliette, 1899 ; Divers lots de Saint-Pacôme à la Rivière Ouelle, Kam., 1899.

ANNONCEURS : — *Avis aux* : — Concernant avis, etc., 1897.

AVIS : — Divers lots du canton de Blanford annexés à Sainte-Sophie de Levrard, 1915.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — *Avis au sujet des* : — Assemblées législatives, 1901 ; Conseil législatif, 1900.

DÉCRET CANONIQUE : — Erection civile : — Notre-Dame des Sept Douleurs à Verdun, 1914.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : — Admission à la pratique du droit : Emile Charles Gatién, 1903 ; Peter Bercovitch, 1903 ; Thomas Blais, 1905 ; V. E. Rioux, 1905 ;

Admettre J. B. Théophile Lafrenière à la pratique du notariat, 1903 ; Association des bouchers et commerçants de lard de Québec, 1905 ; Autoriser Gustave Téléphore Turcot à pratiquer comme chirurgien dentiste, 1904 ; Autoriser Oswald Sylvio Métivier, à pratiquer comme chirurgien dentiste, 1903 ; Hull Electric Coy, 1904 ; Montreal Mining Exchange, 1903 ; National Trust Coy, 1905 ; The Equitable Fire Insurance Coy of Montreal, 1904 ; The Mount Royal Pension Insurance Coy, 1904 ; Ville de Sainte-Anne de Bellevue, 1904.

FAILLIS : — Barron, 1915 ; Blais, 1916 ; Burns, 1930 ; Commiré, 1931 ; Côté, 1931 ; De Morasse, 1917 ; Dme Bédard, 1917 ; Dme Dyon, 1916 ; Dme Hurlbut, 1915 ; Dme Hurlbut, 1916 ; Dupuis, 1915 ; La Banque Ville-Marie, 1917 ; Polley & Co, 1930 ; Polley & Scott, 1931 ; Raymond, 1917 ; Sénécal, 1916 ; Voyer, 1917.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE : — Charles E. Frost & Co., 1906 ; La Cie de l'Hôtel Mount Murray, 1909 ; La Cie de savonnerie franco-canadienne, 1908 ; La Cie manufacturière des meubles et literies de Sainte-Thérèse, 1905 ; La loterie des infortunés, 1907 ; Sainte-Agathe Hotel Coy, 1907 ; The Albionite Coy, 1908 ; The Eureka Cigar Manufacturing Coy, 1910 ; The Maple Clothing Coy, 1909.

LICENCE ACCORDÉE : — Scottish Union and National Ins. Coy of Edimburg, 1912.

LICITATION : — Daigneau vs Godbout *et al*, 1919.

MUNICIPALITÉ ÉRIGÉE : — Municipalité du canton Albanel, 1914.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE ÉRIGÉE : — Demande d' — Saint-Elie d'Orford, Cté de Sherbrooke, 1899.

NOMINATIONS : — *Inspecteur d'écoles protestantes* : — District de Gaspé, 1897.

PROCLAMATION : — Convocation des Chambres *pro forma*, 1897.

RÈGLES DE COUR : — Côté vs Ouellet, 1918 ; Lovell vs Collins, 1918.

RÉVOCATION D'ORDRE EN CONSEIL : — Concernant l'annexion du quartier Saint-Denis, 1899.

*Index of the Quebec Official
Gazette, No. 42*

MUNICIPALITIES ANNEXED : — Application for : — Several lots of Saint Alphonse and Saint Ambroise de Kildare to Sainte Béatrix, county of Joliette, 1899 ; Several lots of Saint Pacome to the Rivière Ouelle, Kam., 1899.

ADVERTISERS : — *Notice to* : — Respecting notices, &c, 1897.

NOTICE : — Several lots of the township of Blanford annexed to Sainte Sophie de Levrard, 1915.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — *Notices Respecting the* : — Legislative Assembly, 1901 ; Legislative Council, 1900.

CANONICAL DECREE : — Civil erection : — Notre Dame des Sept Douleurs at Verdun, 1914.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : — Admission to the practice of law : Emile Charles Gatién, 1903 ; Peter Bercovitch, 1903 ; Thomas Blais, 1905 ; V. E. Rioux, 1905 ;

To admit J. B. Théophile Lafrenière to the practice as notary, 1903 ; Québec Butchers and Pork dealers Association, 1905 ; To authorize Gustave Téléphore Turcot to practise as surgeon dentist, 1904 ; To authorize Oswald Sylvio Métivier, to practice as surgeon dentist, 1903 ; Hull Electric Coy, 1904 ; Montreal Mining Exchange, 1903 ; National Trust Coy, 1905 ; The Equitable Fire Insurance Coy of Montreal, 1904 ; The Mount Royal Pension Insurance Coy, 1904 ; Town of Sainte Anne de Bellevue, 1904.

INSOLVENTS : — Barron, 1915 ; Blais, 1916 ; Burns, 1930 ; Commiré, 1931 ; Côté, 1931 ; De Morasse, 1917 ; Dme Bédard, 1917 ; Dme Dyon, 1916 ; Dme Hurlbut, 1915 ; Dme Hurlbut, 1916 ; Dupuis, 1915 ; La Banque Ville-Marie, 1917 ; Polley & Co, 1930 ; Polley & Scott, 1931 ; Raymond, 1917 ; Sénécal, 1916 ; Voyer, 1917.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR : — Charles E. Frost & Co, 1906 ; La Cie de l'Hôtel Mount Murray, 1909 ; The Franco-Canadian Soap Manufacturing Coy, 1908 ; La Cie manufacturière des meubles et literies de Sainte Thérèse, 1905 ; La loterie des infortunés, 1907 ; Sainte Agathe Hotel Coy, 1907 ; The Albionite Coy, 1908 ; The Eureka Cigar Manufacturing Coy, 1910 ; The Maple Clothing Coy, 1909.

LICENSE GRANTED : — Scottish Union and National Ins. Coy of Edimburg, 1912.

LICITATION : — Daigneau vs Godbout *et al*, 1919.

MUNICIPALITY ERECTED : — Municipality of the township Albanel, 1914.

SCHOOL MUNICIPALITY ERECTED : — Application of — Saint Elie d'Orford, Co. of Sherbrooke, 1899.

APPOINTMENTS : — *Inspector of protestant schools* : — District of Gaspé, 1897.

PROCLAMATION : — Parliament convoked *pro forma*, 1897.

RULES OF COURT : — Côté vs Ouellet, 1918 ; Lovell vs Collins, 1918.

ORDER IN COUNCIL REVOKED : — Concerning the annexion of the Saint Denis ward, 1899.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Bachand vs Sénécal, 1910 ; Bernier vs Bernier, 1913 ; Briard vs LeGrand, 1912 ; Dufresne vs Blanchette, 1911 ; Grégoire vs Girard, 1913 ; Hogue vs Turcotte, 1912 ; Huot vs Gariépy, 1913 ; Jarin vs Desmarais, 1911 ; Jeannotte vs Bordua, 1911 ; Joyal vs Gill, 1913 ; Lapierre vs Leduc, 1912 ; Lévesque vs Laviolette, 1912 ; Plouffe vs Durocher, 1911 ; Robitaille vs Gauvin, 1913 ; Talbot vs Riou, 1910.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dmes Beauchemin vs Choquette, 1912.

TERRES DE LA COURONNE :—*Avis de cancellation, etc.* :—Cantons Aston, 1899 ; Loranger, 1898.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Bruneau vs Neault, 1921.

IBERVILLE :—La ville d'Iberville vs Ryder, 1921.

JOLIETTE :—Prud'homme vs Marion, 1921.

MONTREAL :—Halstead *ès-qual.* vs Guerin, 1922 ; L'Institution Royale de l'avancement des sciences, etc. vs Pallascio, 1925 ; Scott *ès-qual.* vs Dlle Guerin, 1922 ; The Sun Life Assurance Coy vs Guerin, 1923 ; Vineberg vs Richard *et al.*, 1922.

OTTAWA :—Lacourcier *ès-qual.* vs Rowan, 1927.

QUEBEC :—Grégoire vs Gauvin, 1928 ; Vézina vs Gauvin, 1927.

RICHELIEU :—Descheneaux vs Grandmont, 1928.

RIMOUSKI :—D'Anjou vs Brisson, 1929.

SAINT-FRANÇOIS :—Nunns vs Woodard *et al.*, 1929.

SAINT-HYACINTHE :—Minette vs Lafarge, 1930.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Bachand vs Sénécal, 1910 ; Bernier vs Bernier, 1913 ; Briard vs LeGrand, 1912 ; Dufresne vs Blanchette, 1911 ; Grégoire vs Girard, 1913 ; Hogue vs Turcotte, 1912 ; Huot vs Gariépy, 1913 ; Jarin vs Desmarais, 1911 ; Jeannotte vs Bordua, 1911 ; Joyal vs Gill, 1913 ; Lapierre vs Leduc, 1912 ; Lévesque vs Laviolette, 1912 ; Plouffe vs Durocher, 1911 ; Robitaille vs Gauvin, 1913 ; Talbot vs Riou, 1910.

SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dmes Beauchemin vs Choquette, 1912.

CROWN LANDS :—*Notice of cancellation, &c.* :—Townships Ashton, 1899 ; Loranger, 1898.

SHERIFF'S SALES :

ARTHABASKA :—Bruneau vs Neault, 1921.

IBERVILLE :—The town of Iberville vs Ryder, 1921.

JOLIETTE :—Prud'homme vs Marion, 1921.

MONTREAL :—Halstead *ès-qual.* vs Guerin, 1922 ; The Royal Institution for the advancement of Learning, &c. vs Pallascio, 1925 ; Scott *ès-qual.* vs Dlle Guerin, 1922 ; The Sun Life Assurance Coy vs Guerin, 1923 ; Vineberg vs Richard *et al.*, 1922.

OTTAWA :—Lacourcier *ès-qual.* vs Rowan, 1927.

QUEBEC :—Grégoire vs Gauvin, 1928 ; Vézina vs Gauvin, 1927.

RICHELIEU :—Descheneaux vs Grandmont, 1928.

RIMOUSKI :—D'Anjou vs Brisson, 1929.

SAINT FRANCIS :—Nunns vs Woodard *et al.*, 1929.

SAINT HYACINTH :—Minette vs Lafarge, 1930.

